



Des colonnes de réfugiés irakiens traversent le Tigre, au nord de l'Irak, pour rejoindre la Syrie.

“La montée des risques géopolitiques sape le moral des investisseurs”

Marc Gauquelin

« La montée des risques géopolitiques sape le moral des investisseurs », titrait le quotidien *Les Echos* (11 août), qui s'alarmait : « Cela faisait longtemps qu'une telle conjonction de conflits militaires, d'affrontements religieux et de tensions politiques Est-Ouest ne s'était pas invitée dans le ciel économique-financier mondial. » Admirez comment ces choses-là sont dites dans le monde des affaires !

A la vérité, la brusque accélération intervenue ces derniers jours fournit une nouvelle fois l'image saisissante de l'impasse sanglante dans laquelle la crise de domination de l'impérialisme, concentrée dans la crise de son représentant le plus puissant, l'impérialisme américain, précipite l'humanité tout entière.

En ordonnant à l'aviation américaine de procéder à des « frappes ciblées » contre des colonnes de l'Etat islamique au Levant, Obama a brusquement contredit les propos qu'il avait lui-même tenus devant l'académie militaire de West Point, lorsqu'il avait résumé sa conception de la « conduite des affaires du monde » en un mot : le *leading from behind* (diriger en arrière plan).

Sa « volte-face », à trois mois des élections de mi-mandat, relance au sein de l'état-major politique de l'impérialisme américain le combat entre « interventionnistes » et « isolationnistes ». Si elle s'avère périlleuse pour lui, elle fait peser les plus lourdes menaces sur le sort des peuples du monde.

Les exactions criminelles commises contre les minorités chrétiennes d'Irak et contre les Yésidis lui servent de prétexte. Les stratèges américains — qui ne se sont pas préoccupés du

sort de ces minorités, lorsqu'ils armaient Saddam Hussein contre l'Irak, ou lorsqu'ils ont ensuite décidé de l'abattre et de disloquer l'Irak... — « découvrent » subitement l'ampleur du drame. Ils décident aujourd'hui de « convaincre » Bagdad d'accepter que le gouvernement américain arme massivement les Kurdes, pour ne pas laisser aux mains des djihadistes (qu'ils ont eux-mêmes armés) les principales réserves pétrolières de l'Irak concentrées dans un Kurdistan déjà largement autonome.



C'était en mai 2003 : G. W. Bush posait au large des côtes irakiennes sur un porte-avions arborant une banderole : "Mission accomplie".

Ce qui n'est pas indifférent pour les compagnies pétrolières américaines. Tout en sachant pertinemment qu'ils accélèrent encore la dislocation de l'Irak, aggravant encore le sentiment de chaos engendré par la stratégie de l'impérialisme américain.

L'économie mondiale étouffe sous la pression des contradictions qui minent le système fondé sur la propriété privée des moyens de production. Les subterfuges élaborés pour enrayer la crise qui a frappé tout le système financier mondial en 2007-2008 ont épuisé leurs effets. La seule règle qui vaille pour les groupes financiers internationaux — qui s'affrontent, comme les gangs qu'ils sont, par Etats interposés, sur les décombres des nations et des peuples piétinés, amputés ou tout simplement rayés de la carte... —, c'est le combat sans foi ni loi pour le contrôle des matières premières, des ressources énergétiques et des voies de communication indispensables à leur domination.

L'Allemagne, première victime des sanctions américaines contre la Russie

Les sanctions prises, sous la pression directe d'Obama, par les Etats de l'Union européenne contre la Russie de Poutine, s'inscrivent totalement dans ce cadre. Rien ne distingue fondamentalement un Poutine de ses adversaires. Chef actuel du gang dominant des mafieux qui, en Russie, ont bâti leur fortune sur le pillage de la propriété sociale, sa puissance dépend des alliances qu'il pourra nouer avec les représentants des principaux fonds financiers et spéculatifs, tout particulièrement américains.

Mais c'est l'impérialisme américain qui entend décider de la place et du rôle que Poutine peut occuper sur la scène internationale. C'est ce que vient de lui rappeler Obama, à propos de l'Ukraine. Et c'est le peuple ukrainien (de l'Ouest ou de l'Est) qui en paie le prix fort. Paradoxalement, ces sanctions, qui menacent de

disloquer l'économie de la Russie, font une première victime : l'Allemagne. Le marché russe ouvrait d'importants débouchés à son industrie, en phase de ralentissement. Merkel a dû s'incliner... Et, avec l'Allemagne, c'est toute la zone euro qui est touchée. Obama et les intérêts qu'il représente s'en moquent. Leur loi est celle des sanctions contre la BNP, contre la Commerzbank... Les Européens sont invités à se soumettre aux intérêts supérieurs et changeants de leurs parrains.

La sauvagerie de l'offensive israélienne ; la résistance du peuple palestinien

Un monde s'effondre... Un flot de centaines de milliers de réfugiés est jeté sur les routes dans tout le Moyen-Orient. Il n'en fallait pas plus pour que la presse internationale tente de noyer la résistance de Gaza dans ce flot de malheurs et d'atrocités. Il leur fallait à tout prix effacer la signification de la résistance opposée par le peuple palestinien durant tout un mois pour tenter de rompre le fil qu'elle constitue pour tous les peuples engagés dans le combat contre l'oppression impérialiste dans le monde. Ce qui nous impose le devoir d'y revenir.

Quel que soit désormais le résultat des « négociations » qui se déroulent au Caire sous le haut patronage de Kerry (et personne ne peut être indifférent au degré de levée du blocus qui en résultera), une page est en train de se tourner. C'est Moshe Maoz, un ancien colonel du renseignement israélien, qui le résume très bien à sa manière. Se plaignant : « En Israël, nous n'avons pas de dirigeants qui aient une vision et du courage », il déclare au quotidien *Le*

Photo AFP



Londres, le 9 août : cent cinquante mille manifestants étaient descendus dans les rues de la capitale britannique pour que cessent les massacres en Palestine.

150 000 à Londres contre les massacres à Gaza

Cent cinquante mille manifestants sont descendus dans les rues de Londres, ce samedi 9 août, à l'appel des coalitions de soutien au peuple palestinien, de personnalités, mais aussi d'organisations syndicales, comme le RMT (cheminots et transports). « Arrêt du blocus de Gaza ! », « Arrêt des massacres », ou « Libérez la Palestine ! », figuraient parmi les mots d'ordre les plus repris. La mobilisation a été massive (des manifestations locales avaient également lieu en province). Partie du siège de la BBC (accusée de désinformation par les manifestants) et passant près de l'ambassade des Etats-Unis, la manifestation s'est conclue par un meeting de masse à Hyde Park, au cours duquel se s'est exprimée, entre autres, la députée du Labour Party Shabana Mahmood. Un correspondant de Liverpool nous écrit : « Un car s'est rendu à Londres pour la grande manifestation vers Hyde Park. La majorité des cadres et des organisateurs du mouvement ouvrier

étaient. En dépit de cela, trois cents personnes ont participé à la manifestation de Liverpool qui a traversé la ville. (...) Ce qui est intéressant, c'est la crise qui se développe au sein même de la classe dirigeante, avec la démission d'une dirigeante de l'équipe de conservateurs au pouvoir, la baronne Warsi, qui est musulmane. La presse a essayé de minimiser la crise dans les sphères dirigeantes. Le maire conservateur de Londres, Boris Johnson, a donné de la voix, critiquant l'attitude du chef du gouvernement, David Cameron, face aux attaques israéliennes, et, notamment, les livraisons d'armes. Il s'agit en particulier de l'octroi de licences d'exportation d'armes vers Israël. C'est ce qui a provoqué la démission de la baronne Warsi. (Dans le mouvement ouvrier), aucun des grands dirigeants n'a fait la moindre allusion au dirigeant du Labour, Miliband, ni à Clegg, le dirigeant du Parti libéral, qui sont tous deux respectueux des difficultés du gouvernement, qui s'efforce de ne pas embarrasser les Etats-Unis et Obama. »

Photo GA



Dans la manifestation du 9 août à Paris.

“ Comme Juifs rescapés – et descendants de rescapés – du génocide nazi, nous condamnons sans équivoque le massacre des Palestiniens de Gaza tout comme l'occupation et la colonisation ininterrompues de la Palestine historique. (Lire en page 10) ”

ÉDITORIAL

Contre la guerre, la barbarie et l'exploitation

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Plus que jamais aligné sur Obama et sa couverture hypocrite du massacre du peuple palestinien, Hollande vient d'apporter son soutien aux frappes militaires américaines en Irak... Cela, au prétexte de la lutte contre l'Etat islamique en Irak et au Levant, une organisation fabriquée, armée, et financée par les alliés des Etats-Unis ! Il n'est pas un domaine de l'extension des guerres et de la barbarie où Hollande ne se comporte en suppléant d'Obama.

Cela vaut sur tous les plans. Il y a quelques années, Denis Kessler — alors président de la Fédération française des sociétés d'assurance, étroitement reliée aux milieux d'affaires spéculateurs des Etats-Unis — avait revendiqué le démantèlement de tout l'édifice social de 1945, à commencer par la Sécurité sociale.

Ce que Kessler avait rêvé, Hollande tente de l'imposer. Mais le Conseil constitutionnel a censuré la mesure d'exonération totale de cotisation pour une partie des salariés prévue dans le pacte de responsabilité.

Institution réactionnaire par excellence, le Conseil constitutionnel rappelle au gouvernement « socialiste » que la cotisation (salaire différé) ouvre à chaque salarié l'accès à la solidarité ouvrière. Et que remettre en cause ce versement pour une partie des salariés serait remettre en cause l'existence de la « Sécu » fondée en 1945. Par conséquent, toute « réforme d'ensemble du financement de Sécurité sociale » — à laquelle le Conseil constitutionnel, et bien d'autres avec lui, est tout à fait favorable — ne peut se faire sans un large consensus... qui est loin d'être réalisé...

Ce nouvel épisode de la crise de régime a le mérite d'éclairer les véritables buts que s'assigne le gouvernement Hollande : défaire les liens collectifs qui constituent la classe ouvrière comme classe, aller jusqu'au bout de l'individualisation et de l'atomisation. Bref, le programme traditionnel des secteurs les plus réactionnaires de la classe capitaliste, les plus hostiles à la démocratie politique.

Et maintenant ? Le gouvernement annonce des mesures de remplacement. La « gauche » du Parti socialiste réclame une « remise à plat du pacte de responsabilité » et propose d'étendre et généraliser la CSG. Mais qu'est-ce que la CSG, sinon l'impôt substitué au salaire différé, et donc une autre voie aboutissant au démantèlement de la Sécurité sociale de 1945 ?

La classe ouvrière ne peut se sauver comme classe qu'en préservant ses institutions et ses conquêtes collectives, au premier rang desquelles : la Sécurité sociale de 1945. Cela passe par le retrait pur et simple du pacte de responsabilité, l'abrogation des exonérations de cotisations — par lesquelles les patrons pillent la Sécurité sociale au nom de l'emploi et dont ils se servent pour spéculer — et la restitution à la Sécurité sociale des centaines de milliards d'euros qui en ont été détournés depuis trente ans.

Seule la mobilisation, sur leur terrain de classe, des travailleurs unis avec leurs organisations solidement enracinées dans la défense de l'institution ouvrière permettra d'avancer dans cette direction.

En ce 150^e anniversaire de la fondation de l'Association internationale des travailleurs — cette Première Internationale ouvrière rassemblant tous les courants authentiques du mouvement ouvrier international —, la lutte conjointe contre la guerre et contre l'exploitation incombe plus que jamais à la classe ouvrière, au plan international comme dans chaque pays.

investisseurs” (Les Echos, 11 août)

Photo AFP



A Gaza.

Monde : « Le Hamas estime qu'il n'a pas perdu la guerre. Il n'a pas capitulé et a fait preuve de son ethos de bravoure. Il a réussi à arrêter les vols vers Israël, à plonger des millions de personnes dans le désarroi, à toucher les villes frontières et à ruiner l'image d'Israël à l'étranger. »

La sauvagerie de l'offensive déclenchée par Tsahal (l'armée israélienne) contre la population de la bande de Gaza, une sauvagerie qui puise son inspiration dans les pires traditions pogromistes, ne permet plus, en effet, au gouvernement israélien de s'exonérer de ses crimes au nom du prix payé par le peuple juif durant la Seconde Guerre mondiale. C'est ce que disent avec dignité ces rescapés des camps nazis (lire page 10) sauvant l'honneur des traditions démocratiques du peuple juif. L'impasse est totale pour Netanyahu. Les fissures apparues au cœur même de l'Etat d'Israël ne peuvent que s'élargir... Et le déchaînement de barbarie a fait capoter tous les plans machiavéliques de division des diffé-

rentes « entités palestiniennes ». Il a soudé comme jamais le peuple de Palestine, de Gaza à Ramallah, en passant par Jérusalem, autour de son combat historique pour « la terre et la liberté ».

L'ancien colonel du renseignement militaire a raison : « Même si Israël éliminait ses chefs, il ne pourrait détruire l'esprit et l'idéologie du mouvement. Les jeunes, majoritaires au sein de la société palestinienne, ont grandi entourés par la destruction et la mort. Cela fait de vous un combattant, pas un pacifiste. » Une nouvelle génération s'avance, en effet. Une génération, pour qui l'image d'un « Etat palestinien », à côté de l'Etat-colon d'Israël, va de plus en plus s'identifier au sort tragique réservé par l'impérialisme et son exécutant israélien au peuple de la bande de Gaza, contribuant de ce fait à dégager la voie à la vieille revendication (prétendument irréaliste) d'un seul Etat palestinien, intégrant à égalité ses composantes juive et arabe.

Les honteuses palinodies des gouvernements européens

Une page est en train de se tourner au cœur de l'Europe. Les honteuses palinodies auxquelles se sont livrés les différents gouvernements impérialistes de « l'Europe civilisée » pour couvrir le massacre organisé contre le peuple de Gaza sont désormais un élément constitutif majeur du développement de la situation politique dans chacun de ces pays. En France, le rôle de « roquet » joué par un Hollande, impuissant à enrayer l'effondrement de l'appareil productif de son propre pays et terrifié à l'idée de la rentrée qu'il va devoir affronter, provoque l'indignation.

Sa prétention à faire semblant de « jouer dans la cour des grands » — offrant ses services à Obama, en lui proposant de constituer un corps européen de « contrôleurs » pour décharger Netanyahu de son rôle de garde-chiourme au poste frontière de Rafah, ou bien en envoyant Fabius proposer des armes à Barzani au Kurdistan... — ne peut que nourrir la révolte qui gronde chez les travailleurs de ce pays. Une révolte qui relie le combat contre les plans anti-ouvriers qui s'abattent sur eux au combat pour briser tous les liens de subordination qui soumettent ce pays aux exigences du capital financier et à ses agents.

Photo AFP



Fabius en Irak.

Chronique

POLITIQUE

A la veille d'une "rentrée à très hauts risques"

Yan Legoff

Bien sûr, c'est *Le Figaro*... Mais, enfin, il n'est pas totalement anodin que le principal journal de droite de ce pays consacre un feuilleton quotidien de politique-fiction à la démission du président de la République, François Hollande. Car l'actualité, la vraie, voit un gouvernement comme suspendu au-dessus du vide. « *Les châteaux de sable de Hollande* », titre *Libération* (8 août). Et d'expliquer : « *Le président accumule les revers estivaux. Un véritable "Augustus horribilis", avant un mois de septembre qui s'annonce encore plus noir.* »

Après les « séismes » électoraux (municipales, européennes) des mois précédents, l'été avait commencé par la grève de plus d'un mois des cheminots, la grève à la SNCM... Puis les confédérations FO et CGT ont refusé de participer à la conférence sociale.

En ce début août, la décision du Conseil constitutionnel de censurer la partie prétendument sociale du pacte de responsabilité ôte à ce pacte l'habillage par lequel le gouvernement entend donner 41 milliards d'euros au patronat.

Les radicaux de gauche, en désaccord avec la réforme territoriale, menacent de quitter le gouvernement. Les critiques publiques de plusieurs courants du PS se font de plus en plus virulentes...

Libération ne peut que le constater : « *La majorité présidentielle (est) menacée d'explosion.* »

"L'ÉTÉ DE TOUS LES NAUFRAGES"

Et il devient évident aux yeux de tous que l'effondrement économique, que le gouvernement prétend combattre par une politique ouvertement pro-patronale, ne fait en réalité que l'accélérer.

Un chiffre : la production industrielle en France a chuté, au deuxième trimestre, de 2 % par rapport à la

même période de l'an passé (aucune grande branche industrielle n'est épargnée) et de 12 % depuis 2008. Les profits des grands groupes, eux, se portent très bien.

Hollande en est réduit à appeler à l'aide la chancelière allemande, Angela Merkel, pour qu'elle apporte « *un soutien plus ferme à la croissance* ». Réponse sèche et humiliante d'un porte-parole de Merkel : « *Nous ne voyons aucun besoin d'apporter le moindre changement à notre politique économique.* »

Sur le plan international (Gaza, Irak), la politique du gouvernement Hollande se résume à un rôle de supplétif gesticulant de l'impérialisme américain, ce qui indispose jusque dans les rangs de la droite.

« *C'est l'été de tous les naufrages* », dit *Midi Libre*. « *A ce train, la lente glissade sur la pente de la crédibilité va se transformer en chute libre* », prédit *Centre-Press*. *Le Monde* s'alarme : « *Le président de la République va devoir se préparer à une rentrée à très hauts risques.* »

"L'effondrement économique, que le gouvernement prétend combattre par une politique ouvertement pro-patronale, ne fait en réalité que l'accélérer"

SUSPENDU À LA FICELLE DU "DIALOGUE SOCIAL"

Les travailleurs, eux, reçoivent leur feuille d'impôts. Et ceux de l'abattoir Gad, à Josselin (Morbihan), découvrent aujourd'hui qu'ils risquent d'être tous licenciés (mille emplois menacés).

Il y a un an, on avait osé leur dire que la fermeture du site de Lampaul (avec le licenciement de six cents de leurs collègues) assurerait le

maintien leur propre emploi. Le gouvernement avait même bâti un « pacte d'avenir » pour la Bretagne, par lequel il entendait associer les organisations syndicales aux « restructurations » industrielles de toute la région.

C'est pourtant toujours sur la même ficelle du « dialogue social » que le gouvernement, aux abois, voudrait encore tirer à la rentrée pour faire passer toute sa politique. C'est désormais là que les choses se concentrent. ■

ÉCOLE

Enfants en difficulté scolaire sacrifiés au nom des "contraintes budgétaires" : le combat de parents de Savoie



Photo correspondant

Le 13 juin, les parents et les enseignants de Cognin décident d'alerter la presse en se rassemblant dans la cour de l'école.

En 2008, cinq cent cinquante mille à six cent mille enfants étaient intégrés dans des classes d'adaptation (CLAD) en école primaire. Entre 2008 et 2013, cinq mille emplois de RASED (réseau d'aide spécialisé pour enfants en difficulté) ont été supprimés (32,4 % des effectifs).

Il reste en moyenne 1,8 emploi pour mille élèves. Des centaines de milliers d'élèves sont sans accompagnement. Une situation révoltante que n'acceptent pas les enseignants et les parents. Notre correspondant de Savoie nous relate ce qui s'est ainsi passé à Cognin, près de Chambéry, en juin dernier.

Depuis avril 2014, les parents d'élèves de l'école de la Forgerie, à Cognin (Savoie), ont mené un combat contre la fermeture de la classe d'adaptation (CLAD) et la suppression de deux postes de RASED : intervention auprès du conseil municipal de Cognin (lettre à tous les conseillers), lettre aux conseillers communautaires (27 communes de l'agglomération), aux députés — et délégation auprès de M^{me} Laclais (PS) —, au recteur, aux présidents du conseil général de Savoie et du conseil régional, au ministre...

A noter que ce dispositif RASED disparaît dans toute l'agglomération chambérienne ! Une classe d'adaptation compte une douzaine d'élèves en grande difficulté, un maître spécia-

lisé G, qui permet à 30 % de ces élèves de rejoindre une classe normale !

Le 4 juin, à huit heures du matin, le directeur d'académie reçoit les parents, accompagnés du SNUDI-FO, du SNUIPP, de l'UNSA et de six élus municipaux. Le directeur d'académie répond aux parents : « *Il y a des contraintes budgétaires* » !

Révoltés par cette réponse, le 13 juin, les parents et les enseignants décident d'alerter la presse en se rassemblant dans la cour de l'école. Ils préparent une manifestation, le jeudi 19 juin, lors du comité technique départemental, devant l'inspection d'académie. Finalement, neuf parents, très déterminés, seront reçus à 16 heures. Dès l'entrée, le directeur d'académie est confronté à un parent : « *Mon enfant était exclu dans une classe normale, exclu dans la cour de l'école. Depuis qu'il est en CLAD, il est bien, il n'a jamais été aussi "inclus" dans la classe et dans la cour ; il est heureux d'aller à l'école ; il n'est pas stigmatisé comme un nul. Que vont devenir nos enfants ?* »

Réponse du directeur d'académie « *Le traitement de l'enfant en difficulté ne se fait plus en sortant l'élève de la classe, mais par l'école inclusive. Les enseignants ont les moyens et les capacités de traiter les enfants en difficulté par le biais de l'APC et du RAN (remise à niveau pendant les congés scolaires). Il y a évolution des missions. Il n'y a pas de mise en danger des enfants en difficulté. Si l'équation de réduire les postes*

spécialisés n'avait pas été faite, on aurait eu un problème pour boucler la carte scolaire. »

Le SNUDI-FO a voté contre cette mesure, l'UNSA, le SNUIPP et le SGEN se sont abstenus !

Quant aux parents, ils expriment une grande déception, mais, en même temps, une forte détermination. L'un d'entre eux, conseiller municipal, en désaccord avec les fermetures, s'adresse au premier secrétaire fédéral du PS de Savoie : « *Ces fermetures ne sont explicables que par des choix budgétaires froids et dénués de toute considération humaine des élèves qui en bénéficient. Elles sont en totale contradiction avec les déclarations du ministre Hamon, lors de sa prise de fonction, et surtout des promesses du président Hollande de faire de l'Education nationale une priorité nationale. Personne ne peut comprendre (...) qu'on supprime ces dispositifs et qu'on sacrifie des enfants pour des considérations uniquement budgétaires (...). Les conséquences sociales de telles décisions sont évidentes, mais les conséquences politiques risquent également de se payer très cher. Pour rayer la gauche de la carte du département, on ne s'y prendrait pas autrement (...). Comment ne pas être en colère, moi, fils de modestes immigrés espagnols qui a pu grandir et étudier grâce à l'école de la République, en voyant un gouvernement bafouer les valeurs de justice et d'égalité dans lesquelles je crois ?* »

Correspondant ■

LA POSTE

Une augmentation prévisible de 9 % du prix du timbre l'an prochain !

Lettres, timbres et colis postaux vont voir leurs tarifs augmenter de 5,2 % par an, pendant quatre ans, à compter du 1^{er} janvier 2015. De plus, l'ARCEP (l'agence de régulation postale) a accepté que La Poste puisse utiliser dès 2015 la moitié de l'augmentation prévue sur quatre ans ! On peut s'attendre au 1^{er} janvier prochain à une augmentation de 9 % ! Et ce n'est pas tout !

La Poste a annoncé qu'elle allait accroître l'écart entre le prix du timbre rouge (66 centimes aujourd'hui) et celui du timbre vert (61 centimes).

Pour quels objectifs ?

Déjà, dans de nombreux bureaux de poste, la direction donne comme consigne de ne plus vendre de « timbre rouge ».

La raison est simple. L'acheminement en « timbre rouge », le J + 1 (c'est-à-dire avec distribution au destinataire le lendemain du dépôt du pli par l'expéditeur), nécessite des effectifs de nuit dans les centres de tri ou PICS pour atteindre cet enga-

gement (c'est une mission de service public).

Le transfert vers le timbre vert (J + 2) permet à la direction postale de justifier la baisse des effectifs de nuit, voire la fermeture de ces services. La Poste était un service public. Elle est devenue une société anonyme. L'obsession de sa direction est de baisser les effectifs (moins 26 % entre 2002 et 2013) pour attirer les capitaux privés.

La baisse du volume des objets (lettres et petits paquets) pour la même période est de 24 %. Tout cela pour donner un point de repère permettant de mettre à leur juste place les cris « paniqués » de la direction postale.

BÉNÉFICE DE LA POSTE EN HAUSSE DE 31 %

Ainsi, dans un communiqué daté du 19 juin 2014, les administrateurs CGT au conseil d'administration de La Poste soulignent que « *La Poste a affiché pour 2013 un bénéfice net en progression de 31 %, un résultat net de 627 millions et un chiffre d'aff-*

aires annuel de 22,08 milliards, en progression de 2 % sur un an. »

Dans l'immédiat, l'augmentation des tarifs postaux va contribuer à baisser le pouvoir d'achat des ménages et les effectifs à La Poste. Dans un cadre concurrentiel (directives européennes), le troisième effet selon les observateurs devrait être « *de détourner les entreprises du courrier* ».

La dégradation considérable du service public et des conditions de travail nécessite une riposte de masse au moment où se multiplient les conflits locaux.

Au centre de cette riposte de masse : la défense de chaque emploi, de chaque bureau, de chaque centre et aussi de la réglementation liée au statut de la fonction publique et de la convention commune. Une telle riposte est totalement contradictoire au « pacte social » que la direction de La Poste propose aux fédérations syndicales.

Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Correspondant ■



Photo DR

Manifestation des salariés de la société Gad l'an dernier.

Réforme territoriale

La crise éclate au grand jour au sein du PS

Le 23 juillet, la carte des 13 nouvelles « euro-régions » était votée à l'Assemblée nationale : 261 pour, 205 contre et 85 abstentions. Ce vote a donné lieu dans tous les partis à des clivages. C'est au Parti socialiste que la crise a éclaté au grand jour.

Quelques jours avant le vote, Martine Aubry, maire PS de Lille, déclarait au sujet de la réforme territoriale : « C'est une aberration économique et sociale que nous condamnons. »

Le jour du vote, ce sont cinq députés socialistes qui votaient contre, auxquels il faut ajouter trois députés MRC (chevènementistes), apparentés au groupe socialiste, et vingt-sept autres qui s'abstenaient, dont l'ancien ministre de la Ville du gouvernement Ayraut, François Lamy.

Pourtant, le chef du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Bruno Leroux, n'avait pas ménagé ses efforts pour obtenir un vote unanime. Juste avant le vote, il avait envoyé aux députés le SMS suivant : « Il est important que notre vote affiche notre unité sur cette réforme majeure. Notre vote est de portée nationale et, finalement, c'est ce qui doit fonder notre choix. Mobilisons-nous ! »

« La France est une République une et indivisible »

Visiblement, il n'a pas pu convaincre tous les députés et, en particulier, Henri Emmanuelli, député des Landes et président PS du conseil général des Landes. Dans une interview au quotidien *Sud-Ouest* (23 juillet), il développait les raisons de son vote négatif : « Je me suis exprimé très peu sur le sujet, car je sais intuitivement que cela n'arrivera pas au bout. Je prends cette réforme avec beaucoup de recul. Elle sera votée par la majorité des députés, mais il faut ensuite que le projet de loi soit examiné par le Sénat, puis à l'Assemblée nationale. On n'est pas encore au bout. »

A la question : « Les régions peuvent-elles fonctionner sur le modèle allemand des Länder ? », il répondait : « Non, parce que nous n'avons pas la même culture, ni les mêmes institutions. C'est stupide de vouloir les comparer. L'Allemagne est une république fédérale, la France une république une et indivisible. »

Pouvoirs donnés aux régions d'adapter les lois

C'est vrai, avec le pouvoir réglementaire qui serait transféré aux régions, celles-ci pourraient adapter les lois nationales, jugées trop « rigides » par le FMI et l'Union européenne. Ainsi, il pourrait y avoir un SMIC différent par région, comme cela était prévu avec la mise en place du conseil unique d'Alsace (1), prévu pour dissoudre le Haut-Rhin et le Bas-Rhin dans la région Alsace.



« Je sais intuitivement que cette réforme n'arrivera pas au bout », déclare Henri Emmanuelli

Henri Emmanuelli sait que les maires, les conseillers généraux, avec la population, sont attachés à l'existence des communes et des départements, car ce sont ces institutions qui permettent le fonctionnement au quotidien des services publics de proximité : écoles, collèges, routes, actions sociales, culture, aide aux communes... Il le reconnaissait lui-même, quand à la fin de l'interview, il soulevait ce problème : « Et les 47 millions d'euros de dépenses sociales que ne compense pas l'Etat ? Qui les prend en charge ? » Avec le pacte de responsabilité, le gouvernement veut ponctionner 11 milliards dans les caisses des collectivités locales. Ces 47 millions, aujourd'hui à la charge du département des Landes (et tous les autres départements sont dans la même situation), ne seraient donc plus financés et ce serait à la fois aux personnels et à la population d'en faire les frais.

Quatre autres députés PS ont voté contre

Le député PS David Habib a également voté contre la réforme. Ont également voté contre : les députés PS Robert Olive, Kléber Mesquida et Christian Assaf. On apprend par le quotidien *Sud-Ouest* que ce dernier s'était abstenu, en avril 2014, lors du vote sur le pacte de responsabilité du gouvernement Hollande-Valls. On lit : « Le député socialiste de Montpellier, Christian Assaf, n'a pas voté le pacte de stabilité du Premier ministre, Manuel Valls. Selon le parlementaire, François Hollande n'a pas été élu pour cela en 2012 et pas pour « suivre béatement l'antienne ultralibérale des 3 % imposée par la Commission européenne en dehors de toute

logique politique, économique et sociale. »

Une réforme liée au pacte de responsabilité

Le problème est bien à ce niveau : pacte de responsabilité et réforme territoriale sont liés. Il s'agit de faire éclater la République, au moyen des « euro-régions » et des métropoles, pour appliquer la politique de baisse du coût du travail du FMI et de l'UE. Les capitalistes en crise ont besoin de récupérer des centaines de milliards sur le dos des peuples. Les syndicalistes qui refusent que leurs organisations s'intègrent à la conférence sociale, comme les élus qui sont attachés aux trente-six mille communes et aux départements, mettront en échec ces contre-réformes de destruction des droits sociaux et démocratiques, arrachés dans le cadre de la République une et indivisible. L'appel lancé par la rencontre des élus du 28 juin veut aider au regroupement des élus et de la population pour le retrait des projets de loi de réforme territoriale et propose de mettre en débat la question de l'organisation d'une manifestation nationale pour le retrait de la réforme territoriale. C'est la voie à suivre...

Albert Dal Pozzolo ■

(1) Il y a un an, la population rejetait au cours d'un référendum la mise en place du conseil unique d'Alsace. Pourtant, Philippe Richert, président du conseil régional d'Alsace, vient de déclarer, à la suite du vote du 23 juillet 2014 : « Nous maintenons le cap de notre stratégie visant à créer un conseil unique d'Alsace issu de la fusion des départements avec la région. »

Le PRG menace de sortir du gouvernement s'il n'est pas « entendu » sur la réforme

Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche, a menacé, mercredi 6 août, d'une démission des trois ministres PRG du gouvernement. « Sur la réforme territoriale, nous sommes très déterminés. Si nous ne sommes pas entendus, si nous arrivons à un point de rupture, alors là, oui, nous prendrons nos responsabilités et nous partirons du gouvernement », déclare Jean-Michel Baylet, dans une interview au *Nouvel Observateur*. Le sénateur et président du conseil général du Tarn-et-

Garonne « exige le maintien du conseil général dans les départements ruraux. C'est une condition sine qua non », et « une plus juste représentation de ces départements ruraux ». « En 2012, d'entrée de jeu, les communistes ne sont pas venus » au gouvernement, « puis les Verts sont sortis. Si nous partons, à qui le tour ? Ce sont les courants du PS qui sortiront les uns après les autres ? Ce serait très grave de faire la démonstration d'une telle incapacité à rassembler », souligne Jean-Michel Baylet. ■

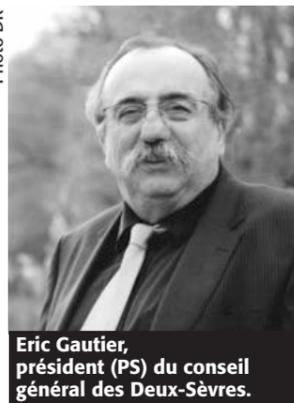
DEUX-SÈVRES

Contre la réforme territoriale, le président du conseil général alerte tous les habitants du département

Correspondants locaux

Dans un entretien accordé à *Informations ouvrières*, le 20 juin dernier, Eric Gautier, président (PS) du conseil général des Deux-Sèvres, expliquait les raisons de son opposition à la réforme territoriale, en discussion au Parlement, et à la suppression des départements. « La réforme territoriale signe la fin de l'égalité de tous les citoyens devant la loi », avait-il déclaré, ajoutant « qu'il y avait beaucoup de mensonges sur cette réforme » et qu'il était indispensable d'informer les citoyens. Il annonçait que le conseil général allait publier un supplément au journal du département. Ce supplément vient d'être envoyé à tous les habitants des Deux-Sèvres.

Photo DR



Eric Gautier, président (PS) du conseil général des Deux-Sèvres.

accompagnés les bénéficiaires du RSA, à la réinsertion desquels le conseil général contribue aujourd'hui ? En 2013, 2 600 personnes ont été employées par les structures d'insertion par l'activité économique soutenue au niveau départemental. » Et d'interroger la population sur les conséquences dramatiques d'une telle réforme « pour la politique de l'eau, l'aide aux personnes âgées et handicapées, l'entretien des routes, la gestion des déchets, le soutien à la vie associative (...). Comment seraient conduits les investissements locaux, alors qu'aujourd'hui,

Rappelant la motion votée par le conseil général, le 26 mai dernier, « s'opposant à la dispartition programmée des départements », Eric Gautier explique concrètement les dangers d'une telle réforme, prenant ses concitoyens à témoin :

« En prévoyant un seuil d'effectif pour les collèges qui seraient gérés demain par les régions, que deviendront les petits collèges que le département a défendus sur le territoire des Deux-Sèvres afin d'offrir le meilleur service de proximité aux parents ? Comment sera établie la tarification de la restauration collective dans les collèges ? Quel impact sur la qualité des repas et la santé des collégiens si les régions font appel à de grands groupes, comme on peut le craindre, alors qu'en Deux-Sèvres, les circuits courts sont de plus en plus privilégiés ? »

Rappelant les propos du ministre Sapin « pour la baisse d'effectifs des collectivités », Eric Gautier (PS) s'insurge : « Peut-on assurer un service public de proximité en cherchant d'abord la réduction de la masse salariale ? »

le département est le premier investisseur local ? » Rappelant les propos du ministre Sapin, qui se prononce dans le quotidien *Les Echos* (3 juin) « pour la baisse d'effectifs des collectivités », Eric Gautier s'insurge : « Peut-on assurer un service public de proximité en cherchant d'abord la réduction de la masse salariale ? »

Enfin, le document dénonce le redécoupage du territoire en immenses régions et le projet de loi qui « prévoit d'attribuer aux régions la position de réglementer les lois » qui seraient ainsi différentes « suivant que l'on habite à Dunkerque, à Strasbourg ou à Bordeaux. Si elle se vérifiait, cette disposition remettrait en cause le principe d'une République une et indivisible et ferait de notre pays un Etat fédéral. » ■

INFORMATIONS OUVRIÈRES
Tribune libre de la lutte des classes
Hebdomadaire du POI

Un journal de débat,
un journal de combat

Abonnez-vous !



Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche.

Dossier & arguments

Projet de loi de santé : une attaque sans précédent contre l'hôpital public

Bruno Ricque,
hospitalier

La ministre de la Santé a présenté son projet de loi de santé, qui viendra au Conseil des ministres en septembre. Ce projet arrive au moment où le pacte dit de responsabilité Hollande-Valls chiffre précisément les milliards qu'il faut retirer à l'hôpital public, à la Sécurité sociale, à l'exercice de la médecine : en particulier, les 50 milliards d'euros de coupes dans les services publics et la protection sociale, dont 21 milliards dans les dépenses de la protection sociale.

Que veut le gouvernement ?

Un document de travail émanant de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS), appelé « fiche mesure », exprime assez brutalement la volonté du ministère : « Les coopérations hospitalières sont de nature à générer des économies sur les fonctions transverses et à mieux structurer l'offre de soins. Le développement de la prise en charge ambulatoire et la révolution du premier recours inscrite dans la stratégie nationale de santé doivent conduire à une redéfinition des capacités d'hospitalisation, au profit d'une prise en charge sans hébergement » (souligné par nous).

Le but est fixé : générer des économies, organiser les non-hospitalisations, en diminuant les lits.

Les principaux points du projet

● Favoriser le privé

Les mots ont-ils un sens pour M^{me} Touraine, ou bien servent-ils à camoufler la destruction de l'hôpital public ? L'article 25 du projet de loi aborde le « service public hospitalier » et les missions confiées aux hôpitaux publics. Il précise : « Le service public hospitalier peut également être assuré par les établissements de santé privés, à leur demande (...) ». De même l'article 11, qui présente le « service territorial de santé au public », parle des « acteurs » de ce service, sans préciser s'il s'agit de l'hôpital public ou du secteur privé !

Instaurer le parcours de santé

Cette notion de « parcours de santé » revient constamment. Le titre II du projet de loi y est consacré : « Faciliter au quotidien les parcours de santé. » Mais un parcours pour aller où ? Pour conduire le patient vers le privé (point précédent) ? Un parcours qui vise surtout à éviter les hospitalisations, puisque le ministère affiche cet objectif.

● Mettre en place des groupements hospitaliers de territoire (GHT)

Ces groupements prendraient la place des « communautés hospitalières de territoire » de la loi Bachelot. Or c'est beaucoup plus qu'un changement de nom. La ministre Touraine souligne, dans son discours du 19 juin, que « la loi rendra obligatoires les groupements hospitaliers de territoire qui permettront la mutualisation de certaines activités, comme par exemple les systèmes d'information, la formation initiale ou les fonctions centrales comme les achats. Et, désormais, sur un même territoire, les établissements porteront un projet médical commun » (p. 7 et 8).

La grande nouveauté c'est le caractère obligatoire : l'article 26 du projet de loi précise que « chaque établissement public de santé adhère à un groupement avant le 31 décembre 2015 » !

Avec la loi, un groupement autour du CHU de Rouen absorberait une maternité importante (le Belvédère), un hôpital psychiatrique (le Rouvray), ainsi que les hôpitaux de Barentin, Bois-Petit, Yvetot, Neufchâtel, Gournay... Le risque de passer à une seule maternité se précise, en regroupant de manière autoritaire les trois hôpitaux avec maternité du Havre, de Lillebonne et de Fécamp.

Le ministère annonce que des transferts de compétences seront obligatoires au sein des GHT, notamment : la gestion des données patients ; la qualité et la sécurité ; le contrôle de gestion ; la gestion du personnel médical ; les plateaux techniques (mutualisation), incluant la biologie ; les services médico-techniques, incluant la stérilisation (p. 3, « fiche mesure » du ministère sur les GHT). Les autres transferts, sans être obligatoires, seront fortement contraints financièrement par l'agence régionale de santé (ARS).

● Réduire le personnel et instaurer la mobilité

Dans le document « fiches articles », le ministère fixe l'objectif : « Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) doivent également permettre les mutualisations d'efficience sur les fonctions supports, de manière à réaliser d'importantes économies, que l'on peut chiffrer à environ à 270 millions d'euros sur trois ans » (soit détruire l'équivalent de 6 800 équivalents temps plein).

Les premiers menacés sont les contractuels. Mais le ministère veut plus et pire : le projet de loi prépare la mise en place d'une mobilité imposée de grande ampleur pour les fonctionnaires. Le ministère prévoit de modifier les articles 2, 48 et 49 de la loi du 9 janvier 1986 (statut des fonctionnaires hospitaliers) pour permettre : — l'affectation d'un agent sur un autre établissement du GHT que son établissement d'origine ; — l'affectation d'un agent sur le GHT lui-même quand l'activité est transférée.

Le ministère prévoit également de réécrire le Code de la santé pour cet objectif. Les mutations autoritaires se préparent.

● Supprimer le projet médical de chaque hôpital

L'article 26 du projet de loi indique : « Chaque groupement élabore un projet médical unique pour l'ensemble de ses membres » (modification de l'article L. 6132-1). Comment conforter, renforcer une équipe médicale à la maternité du Belvédère, à l'hôpital psychiatrique du Rouvray en leur refusant un projet médical spécifique ?

● Renforcement des pouvoirs des agences régionales de santé (ARS)

« Le rôle des agences régionales de santé doit être renforcé. » (p. 5, discours de Marisol Touraine) Cette dernière annonce clairement que les ARS auront des pouvoirs accrus pour imposer les regroupements, une médecine de parcours : « Mieux organiser les relations entre les ARS et les autres acteurs de la santé (...) pour mieux organiser les parcours et maîtriser les dépenses de santé » (p. 46 de la présentation de la loi). ■



La ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine, lors de la conférence sociale, au Palais d'Iéna à Paris, le 8 juillet 2014.

10 juillet : CGT, FO et SUD claquent la porte

Le ministère de la Santé organisait, le 10 juillet, une concertation avec les syndicats sur le projet de loi. La CGT a déclaré : « Le gouvernement a refusé de revenir sur la loi "Patient, santé et territoire", il la prolonge dans ses actes, dans les lois qu'il soumet au Parlement et dans le cadre budgétaire d'austérité qu'il poursuit. » La CGT a alors quitté la salle, suivie de SUD et de FO. SUD a justifié son départ par le fait que le projet de loi santé « confortait » la loi HPST (loi Bachelot). FO a formulé des désaccords « concernant les groupements hospitaliers de territoire, le service territorial de santé au public » (Agence de presse médicale, 11 juillet). ■

« Mon fils a été abandonné de tous »

DRAME. Monique, la mère de Zacharie, 10 ans, décédé dimanche à l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) raconte sa nuit terrible avant d'atteindre enfin l'hôpital.

Photo AFP

« À PARTIR DE QUAND doit-on parler d'urgence ? Personne ne peut nous secourir parce que nous habitons un quartier difficile. Ce n'est pas tant que le broussier ici nous se souvient pas dans un pays sous-développé. » Monique, habitante du quartier sensible d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), veut savoir exactement et pourquoi son fils de 10 ans a pu mourir au terme d'une nuit terrible. Et elle pointe du doigt ce qu'elle estime être des négligences dans la prise en charge de son enfant. « Mon fils a été abandonné de tous », se souvient la maman en larmes.



SEINE-SAINT-DENIS

Un petit garçon meurt après que les pompiers et le Samu eurent refusé de l'emmenner aux urgences

Yan Legoff

Le fait, abominable, est exposé dans une page entière du journal *Le Parisien* (7 août). Le dimanche 3 août, Zacharie, un petit garçon de 10 ans d'une cité d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), est mort à l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis, après que les pompiers, puis le Samu eurent refusé de l'emmenner aux urgences. Sa mère, après des heures d'angoisse, a dû, en pleine nuit, déambuler dans les rues pour trouver un taxi, avec son enfant souffrant d'extrêmes douleurs au ventre. Dans les colonnes du journal, elle crie sa révolte : « A partir de quand doit-on parler d'urgence ? Personne ne peut nous secourir parce que nous habitons un quartier difficile. »

Ce n'est pourtant pas la brousse ici, nous ne sommes pas dans un pays sous-développé. Mon fils a été abandonné de tous ! »

Interrogé par *Le Parisien*, le Samu 93 déclare :

« Aucune communication n'est faite sur les dossiers médicaux des patients et sur ce cas particulier. »

Un responsable de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) explique le refus de prise en charge du garçonnet : « C'était au Samu de traiter et d'envoyer les moyens à mettre en place. » Mais le Samu a ensuite refusé de se déplacer lui aussi ! Et le responsable de la BSPP d'ajouter, comme pour se justifier : « L'enfant avait été vu le matin même par un médecin et un traitement était en cours. »

Mais l'enfant est mort. ■

DERNIÈRE MINUTE

A la suite de ce drame, l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF) demande « que toutes les causes qui ont conduit à l'épouvantable drame aux urgences de l'hôpital de La Fontaine soient connues et analysées afin que des mesures soient prises et qu'un tel drame ne se reproduise pas ». L'AMUF tient « à souligner qu'il n'y a pas de petites et grandes urgences, de malades mieux placés que d'autres en terme de géographie ». Et de conclure : « Les services des urgences et SAMU prennent et doivent prendre tout le monde en charge avec une grande vigilance qui ne doit jamais baisser et dont les objectifs sont : secourir, soigner, servir et accompagner les malades. A force de porter un discours de banalisation des actes d'urgence, de dire que les gens exagèrent, nous risquons de banaliser notre fonction et nos objectifs. »

Sécurité sociale

Le Conseil constitutionnel annule les exonérations pour les salariés et valide celles des patrons

Claude Brochard

La loi rectificative de financement de la Sécurité sociale 2014 fixait au 1^{er} janvier 2015, entre autres mesures, l'application d'une baisse dégressive des cotisations des salariés entre le SMIC et 1,3 SMIC. Soit un « gain » de 43 euros par mois de salaire net pour un temps plein au SMIC (les guillemets sont de rigueur, puisque cette augmentation du salaire net ne coûtait rien à l'employeur !); 7,4 millions de salariés du privé et de fonctionnaires étaient concernés. Gifle adressée au gouvernement : le 6 août, le Conseil constitutionnel, saisi par les parlementaires UMP, a censuré cette mesure, car elle serait, selon lui, « contraire à la Constitution » et au « principe d'égalité ». En revanche, comme depuis 1990, le Conseil valide les rabais de cotisations accordés aux patrons. Ce qui est légal pour l'entreprise ne l'est pas pour les ménages ?

Rappelons que le pacte de responsabilité inclut les coupes dans les services publics et la protection sociale (pour un montant de 50 milliards d'euros d'ici à 2017) et le soutien apporté aux patrons (par une batterie d'exonérations sociales et fiscales de plus de 40 milliards). Le pacte de responsabilité a ensuite été accompagné d'un « pacte de solidarité », surgi après les municipales, vanté par Valls à la télévision, dans la presse, qui contenait cette diminution des cotisations des salariés. La censure du Conseil constitutionnel annule ce gage « social » du pacte de responsabilité ; le prétendu équilibre du procédé est cassé ! Le gouvernement assure qu'il fera des gestes équivalents sur le RSA, la prime pour l'emploi, l'impôt sur revenu... Echec d'un emblème de gauche ? A cause du Conseil constitutionnel, mené par le chiraquien Debré, ils crieront que ce n'est pas leur faute si des salariés ne jouissent pas du « bonus »...

Il y a un siècle

Cahier spécial 1914 - 1918

(7)

Le général Pershing s'était déjà « fait la main » en massacrant Cubains, Philippins et Mexicains dans les guerres locales d'agression de l'impérialisme américain sur son continent lorsqu'il fut chargé, en 1917, du commandement des forces américaines en Europe. On raconte que, débarquant en France, il s'écria : « *La Fayette, nous voilà !* » Apocryphe ou non, l'anecdote correspond à la justification que les gouvernements des Etats-Unis donneront de toutes les guerres où ils s'engageront, de toutes leurs agressions contre les peuples. Se référer à la révolution américaine de 1776, c'était proclamer que les « buts de guerre » poursuivis par les Etats-Unis étaient la démocratie et le droit des peuples.

Mais ne nous leurrions pas : s'il y avait plusieurs objectifs de la puissance américaine à son intervention en Europe, sa volonté de se dresser frontalement contre la révolution russe qui venait de commencer — et contre toutes les révolutions qui grondaient sur le Vieux Continent — fut essentielle.

Cette intervention visait en même temps à établir leur suprématie dans la conquête des marchés internationaux et sur les peuples qu'ils voulaient maintenir asservis.

Pour que cette suprématie se manifeste pleinement, il a fallu que l'humanité paie le prix terrible de la Seconde Guerre mondiale. A la fin de celle-ci, l'impérialisme américain est pleinement, sans contestation possible, « le maître de l'humanité capitaliste ». Il le demeure encore aujourd'hui dans des conditions où la perpétuation du système d'exploitation capitaliste s'accompagne de sa putréfaction, qui frappe aussi au premier chef les Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes.

Garantir l'ordre mondial des exploités

L'actuel président américain Obama, dans un discours prononcé le 28 mai 2014 devant les élèves-officiers de West Point, a répété que l'Amérique devait demeurer « *la puissance qui guide le monde* ». Mais de quel monde les Etats-Unis devraient-ils être le guide ? Ils ne sont pas seulement la plus grande puissance financière et économique d'un système pourrissant, mais le principal gendarme garantissant l'ordre mondial des exploités.

Du massacre nucléaire de Hiroshima et Nagasaki aux guerres de Corée et du Vietnam, jusqu'aux interventions en Irak, en Libye, des agressions contre les peuples d'Amérique du Sud jusqu'aux manœuvres de dislocation de l'est de l'Europe, les crimes contre les peuples perpétrés sous les plis de la bannière étoilée ne se comptent plus. Cependant, ces agressions n'ont pu surmonter le déclin et les crises procédant du système capitaliste lui-même. Elles n'ont d'ailleurs pas toujours évité de lourds échecs à cet impérialisme surpuissant, comme sa défaite au Vietnam. Elles n'ont pu éliminer le combat des travailleurs du monde pour leur émancipation, qui est l'axe de la résistance des peuples. La dévastation et le chaos sont les moyens de la domination mondiale de l'impérialisme. Mais il se montre incapable de contrôler ce chaos ; sa domination repose sur des sables mouvants : ni les travailleurs ni les peuples n'ont dit leur dernier mot.

Pour perpétrer ces crimes qui continuent de ravager le monde, les gouvernants impérialistes américains ont dû s'attaquer à la classe ouvrière américaine, et celle-ci a toujours résisté. C'est à la continuité de ce combat, élément primordial de l'action émancipatrice des travailleurs du monde, à ceux qui l'ont exprimé et l'expriment par leur action, qu'est dédié ce cahier d'*Informations ouvrières*.

■ François FORGUE

Avril 1917, l'entrée en guerre des Etats-Unis : un tournant dans l'histoire du XX^e siècle



15 juin 1917. Le général Pershing (en médaillon) débarque à Boulogne à la tête d'un premier corps expéditionnaire de 100 000 soldats américains. L'année suivante (notre photo : à Saint-Nazaire début 1918) ils seront près d'un million et demi.

L'arrogance de Pershing quand il débarque en France, son long refus initial de placer ses troupes sous le commandement de l'état-major franco-anglais, signifient à l'Europe qu'il est le représentant du nouveau maître et que celui-ci veut et va dominer le Vieux Continent. Lorsque les G.I. montent finalement au front fin 1917, ils s'appuient sur l'économie de guerre de leur pays, qui tourne alors déjà plein régime après avoir déjà fourni les Alliés depuis 1914. C'est l'affirmation, tant politique que militaire, de leur présence qui va permettre au président Wilson de débarquer à son tour en 1919 pour affirmer la volonté de toute-puissance de son impérialisme.

Au Vietnam, en 1975, les chars du Nord-Vietnam et du Vietcong entrent victorieusement à Saigon et en chassent définitivement les occupants impérialistes. L'impérialisme américain vient de subir une très lourde défaite. Les engagements de fractions de plus en plus importantes de la population des Etats-Unis ont été un appui réel au combat héroïque du peuple vietnamien que l'impérialisme américain avait martyrisé et tenté d'écraser depuis vingt ans. Savaient-ils, ces milliers et milliers de jeunes Américains, de Noirs, de syndicalistes, savaient-ils que, soixante ans avant eux, un socialiste allemand du nom de Karl Liebknecht avait lancé à la face de tous les impérialistes du monde, ceux d'alors et ceux qui les suivraient : « *L'ennemi est dans notre propre pays !* »



24 avril 1971. Plus de 500 000 Américains manifestent à Washington contre la « sale guerre » du Vietnam. Les vétérans vont jeter leurs médailles jusque sur les marches du Capitole. Ils sont un million dans tous les Etats-Unis. Ils exigent la paix immédiate et le retrait de toutes les troupes américaines. Ce sont les plus puissantes des manifestations qui se sont succédées dans le pays contre la guerre.

Après Hiroshima et Nagasaki



« Le capitalisme, dans sa période d'agonie, entraîne l'humanité vers l'abîme. »

Le capitalisme se manifeste chaque jour un peu plus, dans la prétendue paix comme dans la guerre, comme l'ennemi des peuples. Ecrasons les peuples sous les bombes ! Incendions leurs villes avec des bombes incendiaires ! Détruisons leurs industries et affamons-les ! Et comme si cela n'était pas déjà assez horrible, alors, éliminons-les de la face du globe avec des armes nucléaires ! Voilà le programme libérateur du capitalisme. (...) Quelle atrocité innommable ! Quelle honte est venue des Etats-Unis, ces Etats-Unis qui avaient autrefois placé dans le port de New York une statue de la Liberté illuminant le monde ! Maintenant le monde recule, horrifié, quand il entend le nom des Etats-Unis ! »

James P. Cannon (22 août 1945), fondateur du Parti communiste américain, délégué au VI^e Congrès de l'Internationale communiste, fondateur du SWP (le parti trotskyste américain).

EN PAGE IV :

Il faut poursuivre la bataille de démocratie pour la réhabilitation collective des Fusillés pour l'exemple !



Spécial 14 - 18

PORTRAITS

Ces messieurs de l'impérialisme américain

Thomas Woodrow Wilson



Il fut président des Etats-Unis sous l'étiquette démocrate durant deux mandats successifs, de 1913 à 1921. Il se construisit, contre toute réalité, et même contre toute vraisemblance, une réputation de « pacifiste » et de « monsieur grands principes ».

A la suite de sa participation à la « conférence — fausement appelée — de la paix » de 1919

où il fit prévaloir les visées impérialistes de son pays, il effectua un voyage dans plusieurs pays d'Europe, à la suite duquel le dirigeant révolutionnaire russe Léon Trotsky le dépeint ainsi dans la *Pravda* (19 janvier 1919) : « Cafard et hypocrite, Tartuffe contrit à la Quaker, le président Wilson voyage à travers l'Europe ensanglantée (...) en représentant suprême de la morale et en messie de l'art américain, il morigène, absout et décide des destinées des peuples. » ■

John Pierpont Morgan



La banque qu'il avait fondée en 1871 et qui portait son nom (elle existe toujours) avait accumulé en une quarantaine d'années une part importante du capital financier des Etats-Unis et était devenue plus riche, au début du XX^e siècle, que la Banque d'Angleterre. Lors de son décès en 1913, c'est son fils, Jack P. Morgan, qui avait repris la direction de la banque et, avec plusieurs de ses semblables, avait constitué un véritable « cartel de l'argent et du crédit ».

Celui-ci dominait toute la vie de l'économie américaine. Dès le commencement de la guerre en Europe, il mit en place, avec les autres banquiers américains de poids, un réseau de distribution des énormes crédits nécessaires aux grands industriels de son pays pour répondre aux besoins des puissances en guerre et aussi aux demandes directes de celles-ci. S'étant évidemment attribué la part du lion dans cette accumulation prodigieuse de capital financier, il était parvenu à avoir la haute main sur plus de trois milliards de dollars de crédits en cours à la fin du conflit, une somme phénoménale pour l'époque. ■

Henry Ford

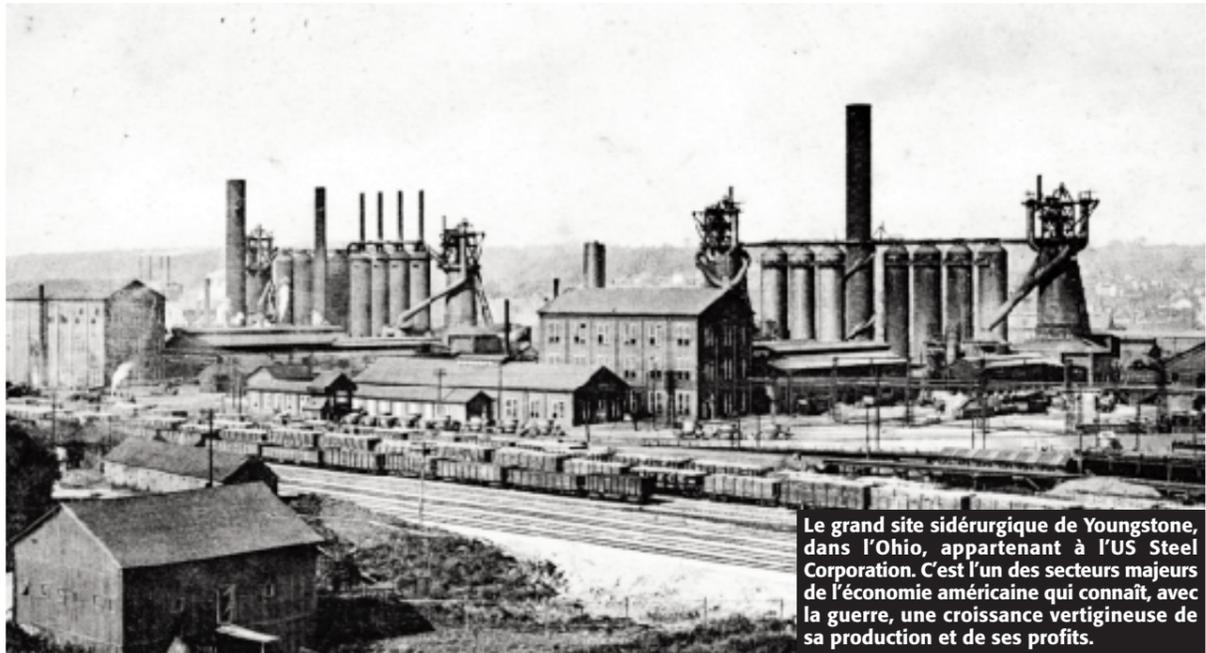


Magnat mondial de l'industrie automobile, il avait déjà accumulé d'énormes profits avant la guerre, notamment par l'introduction du travail à la chaîne dans ses usines.

Dès le début de la guerre, il adapte sa célèbre ligne de « Model-T » pour produire massivement tous les types possibles de véhicules militaires, jeeps, camions, ambulances. Des produits payés cash en bons dollars sonnants et trébuchants, bénéficiant de la garantie d'Etat que lui apporte l'organisme national de gestion de la production militaire. Très avancé en matière de motorisation, il va aussi produire pour l'armée américaine différents types de moteurs de sous-marin et d'avion. ■

Avril 1917, l'entrée en guerre des Etats-Unis : un tournant dans l'histoire du XX^e siècle

Pour dominer le concert des nations impérialistes



Le grand site sidérurgique de Youngstone, dans l'Ohio, appartenant à l'US Steel Corporation. C'est l'un des secteurs majeurs de l'économie américaine qui connaît, avec la guerre, une croissance vertigineuse de sa production et de ses profits.

Le 6 avril 1917, sur proposition du président Woodrow Wilson (ci-contre), le Congrès des Etats-Unis vote la déclaration de guerre à l'Allemagne.

Les premières troupes débarquent à Boulogne-sur-Mer en juin 1917 et engagent leurs premiers combats en novembre 1917. Un an plus tard, c'est l'armistice. Entre-temps, plus de 100 000 soldats américains ont été tués, ont disparu ou sont morts de maladie ; deux fois plus ont été blessés.

L'un des principaux prétextes utilisés pour justifier la décision du Congrès a été l'extension, en février 1917, de la guerre sous-marine à outrance de l'Allemagne contre les navires, notamment américains, livrant marchandises et armements aux Alliés.

Certains veulent toujours faire croire que l'intervention américaine était guidée par des principes moraux. Ainsi l'ineffable encyclopédie Wikipédia affirme que pour les Etats-Unis, « c'est la guerre du droit, de la liberté et de la démocratie, des valeurs qui sont le fondement des Etats-Unis ». On vient encore d'entendre de ces sottises intéressées lors des récentes cérémonies du centenaire, notamment dans la bouche de Joe Biden, vice-président des Etats-Unis. Rappelons pour notre part la phrase moqueuse et caustique de Léon Trotsky : « L'Amérique libère toujours quelqu'un : c'est, en quelque sorte, sa profession (1). » Les guerres d'agression menées jusqu'à ce début de XXI^e siècle par les Etats-Unis sont venues confirmer l'actualité de cette affirmation.

Les objectifs pour lesquels le gouvernement américain décida de devenir un participant direct au conflit mondial correspondaient à la fois aux développements des luttes entre impérialismes concurrents et à la place particulière que les Etats-Unis voulaient y tenir. Les motivations économiques des cercles dirigeants de la toute-puissance américaine encore en cours de formation n'étaient pas les seules, mais elles en constituaient le cœur, le moteur : il s'agissait bien, certes sous des formes différentes de celles qui s'étaient développées au sein des grandes puissances européennes, des mêmes lois du capital auxquelles elles obéissaient. En 1914, les Etats-Unis étaient déjà la première puissance industrielle mon-

diale, assurant 42 % de la production mondiale de charbon, 40 % de l'acier, 60 % du pétrole et 34 % des produits chimiques (2). Le dynamisme de son économie jusqu'à la fin du XIX^e siècle avait été avant tout fondé sur un immense marché intérieur que les capitalistes américains et leurs gouvernements n'avaient eu de cesse d'agrandir et de conquérir : victoire du Nord sur le Sud sécessionniste, conquête des territoires de l'Ouest sur les Indiens et de ceux du Sud-Ouest sur les Mexicains. Mais les Etats-Unis demeuraient un acteur relativement mineur dans les échanges internationaux et n'étaient entrés que tardivement dans le partage du monde. Avec la guerre hispano-américaine de 1898, ils étaient entrés de plain-pied

Comment le capital américain a d'abord construit sa propre prospérité...

dans le concert impérialiste et s'étaient assurés quelques conquêtes territoriales de type colonial « classique » (Puerto Rico, Hawaï, Philippines). Ils avaient couvert leur politique impérialiste d'une référence à la doctrine Monroe (3), et leurs conquêtes demeuraient alors dans un cadre régional, même si, dès le début du XX^e siècle, le capital financier américain s'était intéressé aux marchés européens.

Une politique toujours en vigueur aujourd'hui, et qui sera toujours justifiée, jusqu'à nos jours, au nom du « libre échange », de la « liberté de commerce » et des mouvements de capitaux, le célèbre « laissez faire, laissez passer ».

Les Etats-Unis ne se lanceront pas d'emblée dans la guerre commencée en Europe en 1914. Ils relanceront leur économie, alors en récession, en exportant massivement marchandises et capitaux aux Alliés franco-anglais. Les livraisons de munitions et d'armes connurent alors une croissance exponentielle, et l'industrie américaine entra de plain-pied dans l'économie de guerre. Les capitalistes de l'acier, des mines, de la chimie s'enrichirent de manière vertigineuse (ce qui ne fut pas le cas — faut-il le dire — de leurs ouvriers). Les banques garantirent une masse croissante de crédits sous la direction de la banque de J. P. Morgan (ci-contre).

Comme l'écrivit Trotsky en 1926, « trois années durant, les Etats-Unis se sont contentés de convertir méthodiquement en dollars le sang des "fous" d'Europe.

Mais au moment où la guerre menaçait de se terminer par la victoire de l'Allemagne, leur rival le plus dangereux, les Etats-Unis sont intervenus, et c'est ce qui a décidé de l'issue de la lutte (4). »

La puissance industrielle et financière des Etats-Unis entrant en guerre relevait du processus de passage de son économie au stade de l'impérialisme, au sens strict du terme, mais aussi au sens de celui qui lui est le plus souvent attribué, la domination générale dans le « concert des nations », on dirait aujourd'hui au sens « géostratégique » du terme.

L'intervention des Etats-Unis n'a pas seulement fait basculer la situation militaire, elle a initié une transformation profonde des rapports de force entre puissances. Avec leur participation à la guerre, les Etats-Unis vont s'imposer comme le premier impérialisme à l'échelle du monde et comme le principal garant de l'ordre mondial contre la révolution, dont il ne faut jamais oublier qu'elle vient d'éclater en Russie deux mois avant leur entrée en guerre. En fournissant armes, marchandises et capitaux aux Alliés, en intervenant

quand ceux-ci commençaient à perdre la partie, les Etats-Unis réussirent à instaurer leur suprématie sur les autres impérialismes désormais déclinants. Durant les deux décennies suivant la Première Guerre mondiale, cette

puissance fut certes masquée derrière un isolationnisme de façade, mais elle fut définitivement établie avec la Seconde Guerre mondiale.

Pierre CISE ■

(1) Léon Trotsky, *Europe et Amérique* (1926). Les Cahiers du marxisme, éditions de la Sélino.

(2) *Economie mondiale et impérialisme*, Louis Gille, et *Histoire du capitalisme*, Michel Beaud.

(3) Le républicain James Monroe avait été président des Etats-Unis pendant deux mandats, de 1817 à 1825. La doctrine qui porte toujours son nom caractérisera la politique étrangère des Etats-Unis durant tout le XIX^e siècle et le début du XX^e. Elle interdit toute intervention d'une puissance coloniale européenne dans « les Amériques » (c'est-à-dire qu'elle considère la totalité du continent américain comme la sphère d'influence exclusive des Etats-Unis) et stipule à l'inverse que les Etats-Unis n'interviendront pas dans les affaires européennes.

(4) *Europe et Amérique*, op.cit.

Contre la révolution russe commençante Contre tous les peuples menaçant l'ordre établi Contre le mouvement ouvrier américain lui-même

Lorsque le gouvernement des Etats-Unis déclare la guerre à l'Allemagne, il y a près de trois ans que tous les peuples souffrent dans leur chair de l'horreur du premier conflit impérialiste mondial.

Ceux qui, au nom des intérêts de la classe ouvrière et des peuples, s'opposèrent dès le début à ce déchaînement de barbarie, assurant que « la guerre impérialiste se transformerait en guerre civile », avaient pu paraître d'abord isolés. Mais deux mois avant l'entrée en guerre des Etats-Unis, les ouvriers et les paysans de Russie avaient mis fin au régime impérial en février 1917.

Le gouvernement provisoire qui s'installa alors assura qu'il continuerait la guerre aux côtés des « Alliés » ; mais l'exigence de la paix immédiate, de la fin des massacres, se faisait de plus en plus forte au sein des masses ouvrières et paysannes de Russie, tout particulièrement parmi les ouvriers et les paysans sous l'uniforme de ce pays, comme également dans tous les pays belligérants. Avec la montée des revendications ouvrières, la constitution dans toute la Russie d'un réseau de comités d'ouvriers, de paysans, de soldats (les soviets) mit en lumière l'exigence d'en finir avec la guerre. 1917 est aussi l'année des mutineries, du refus de combattre sur les fronts français et italien, l'année des premières grèves dans les usines d'armement en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne...

Une offensive brutale contre les organisations ouvrières

Si — comme l'a rappelé Pierre Cise (page II) — l'intervention militaire américaine vise à établir la place mondiale de l'impérialisme américain, elle est aussi directement une opération contre-révolutionnaire, une manière de se disposer face aux peuples menaçant l'ordre établi. Elle relève de « la guerre civile internationale » qu'a entraînée le conflit entre les grandes puissances impérialistes.

Ce sera aussi, à l'échelle des Etats-Unis eux-mêmes, l'occasion d'une offensive brutale contre les organisations de la classe ouvrière, contre ses droits, et donc contre les droits démocratiques en général. Au moment où le gouvernement des Etats-Unis proclame « les buts démocratiques » de son intervention, une vague de racisme, d'attentats, de lynchages contre la population noire déferle sur le pays.

Aux Etats-Unis, les années précédant l'entrée en guerre avaient été marquées par une intense montée de l'action de la classe ouvrière, exprimée dans une vague de grèves, et, sur le terrain précisément politique, par le développement du Parti socialiste, sous la conduite d'Eugene Debs.

Les Industrial Workers of the World (IWW)

Parallèlement, l'organisation syndicale fondée en 1905, les Industrial Workers of the World (IWW), qui se réclamaient du syndicalisme révolutionnaire, commençait à organiser largement les travailleurs non qualifiés, souvent immigrés, que la principale organisation syndicale existant alors aux Etats-Unis, l'American Federation of Labor (AFL), laissait de côté. Dès le mois de juin 1917, le Congrès des Etats-Unis avait adopté une « loi sur l'espionnage » qui prévoyait jusqu'à vingt ans d'emprisonnement contre « toute personne qui, en temps de guerre, inciterait ou tenterait d'inciter à l'insubordination, à la trahison, au refus de servir les forces armées des Etats-Unis, ou qui ferait volontairement obstruction au service de recrutement ». Formulation assez large pour mettre en cause toute liberté d'expression au sujet de la guerre, de ses causes, de sa « légitimité »...

Si la direction réactionnaire de l'AFL accepta de participer à l'effort de guerre, les délégués du Parti socialiste réunis en conférence extra-

ordinaire dénoncèrent l'entrée en guerre des Etats-Unis comme un « crime contre le peuple américain ». De son côté, l'IWW condamnait aussi la guerre. La loi sur l'espionnage fut alors utilisée avec férocité contre le mouvement ouvrier et ses responsables.

Ainsi, le dirigeant socialiste Eugene Debs fut condamné à dix ans de prison pour le seul fait d'avoir proclamé publiquement son opposition à la guerre dans un discours prononcé le 16 juin 1918, à Canton dans l'Ohio (notre encadré et un extrait de son discours). Si le dirigeant le plus populaire du mouvement socialiste, qui avait été candidat à l'élection présidentielle, était ainsi traité, on s'imagine ce qu'était le sort des simples militants ! Il y eut plus de mille condamnations au nom de cette loi sur l'espionnage. Toute la direction du syndicat IWW fut condamnée à de lourdes peines de prison.

A la répression légale s'ajouta la violence « extra-légale » mais couverte par les autorités. On compte par centaines les cas de réunions brisées par l'intervention de commandos armés, de militants arrêtés sans mandat, de grévistes tabassés, chassés de leur ville et parfois assassinés. Nous en rappelons dans nos encadrés deux exemples ; le premier est le récit de l'assassinat du dirigeant syndical Frank Little, le second un récit du grand romancier John Dos Passos sur une agression des milices patronales contre une réunion de solidarité ouvrière.

François FORGUE ■



“Le tout premier acte de la révolution russe triomphante fut de proclamer l'état de paix avec l'humanité tout entière”
(Le salut du dirigeant socialiste Eugene Debs à la révolution russe)

Eugene Victor Debs commença à travailler dans les chemins de fer à l'âge de quinze ans. Il est l'un des organisateurs, en 1893, du premier syndicat de la branche et le principal dirigeant de la grève Pulmann en 1894. Il est emprisonné. A sa sortie de prison, il rejoint le Parti socialiste, dont il deviendra le candidat à l'élection présidentielle de 1912 ; il obtient alors plus de neuf cent mille voix.

Le 16 juin 1918 (notre photo), il prononce ce discours, à Canton dans l'Ohio : « Nous sommes tous un seul et même grand cœur qui répond au cri de ralliement de la révolution sociale. Ici, dans cette assemblée de gens conscients, nous sommes de tout cœur aux côtés des bolcheviks en Russie. Ces hommes et ces femmes héroïques, ces camarades indomptables qui, par leur incomparable courage et leur sacrifice, ont donné encore plus d'éclat à la renommée du mouvement international. Nos camarades russes ont fait de plus grands sacrifices et souffert plus encore, et ont, dans leur héroïsme, versé davantage de leur sang que d'autres hommes et femmes sur cette terre ; ils ont posé les fondations de la première vraie démocratie qui ait jamais existé en ce monde. Et le tout premier acte de la révolution russe triomphante fut de proclamer l'état de paix avec l'humanité tout entière (...). Nous avons ici le souffle même de la démocratie, la quintessence d'une liberté naissante. La révolution russe a proclamé son triomphe glorieux dans un éclatant et vibrant appel aux peuples de toute la terre. »



Manifestation ouvrière à New York, en 1914, à l'appel de l'organisation syndicale Industrial Workers of the World (IWW).

Spécial 14 - 18

DOCUMENT

L'assassinat du dirigeant syndical Frank Little

En juin 1917, dans le Montana, un coup de grisou tue 164 mineurs dans une mine située près de la ville de Butte. Quatorze mille mineurs se mirent en grève pour obtenir de meilleures conditions de sécurité et pour l'augmentation des salaires. La grève fut dénoncée comme « séditeuse » et « pro-allemande ».

Les IWW envoient sur place l'un de leurs principaux organisateurs, Frank Little.

Voici, le récit que fait un mineur de Butte de l'assassinat de Frank Little :

« Le 1^{er} août, à 3 heures du matin, six hommes masqués et lourdement armés ont enfoncé la porte de la chambre de Little, l'ont sorti de la pièce dans ses vêtements de nuit, jeté dans une voiture et emmené jusqu'à un pont de chemin de fer à la limite de la ville, où ils l'ont pendu. A son corps a été accrochée une pancarte où l'on lisait : "Premier et dernier avertissement - 3-7-77", suivi par les initiales des grévistes les plus actifs, indiquant que les auteurs de ce crime prévoyaient d'exercer de nouvelles violences contre d'autres militants. »

Les chiffres 3-7-77 étaient le code utilisé naguère par les anciennes milices d'autodéfense d'Adder Gulch (Montana) pour menacer de mort les bandits de grands chemins. Ils indiquaient les mesures d'une tombe.

(On trouve ce récit dans le livre de Joyce Kornbluh, *Wobblies et Hobos : Les Industrial Workers of the World, agitateurs itinérants aux Etats-Unis. 1905-1919*. Editions L'insomniaque, pp. 189 et 190.)

Spécial 14 - 18

DOCUMENT

John Dos Passos : l'agression contre une réunion ouvrière

« "Nous nous sommes réunis pour adresser une motion de félicitations de la part des travailleurs opprimés d'Amérique aux travailleurs triomphants de Russie", dit l'orateur. Tout le monde se leva et l'acclama. Dehors, la foule l'acclama aussi. Quelque part, un groupe chantait *L'Internationale*, mais on entendit aussi les coups de sifflet de la police et les cloches d'un fourgon. (...) Quand vint le tour de parole de Ben (l'un des personnages de Dos Passos, militant des IWW), il déclara que la présence dans l'assemblée de "sympathisants venus de Washington" (en fait les nervis venus briser la réunion) l'empêchait de parler à cœur ouvert, mais que tous les hommes et femmes présents dans la salle qui n'étaient pas des traîtres à leur classe savaient ce qu'il voulait dire : "Les gouvernements capitalistes creusent leurs propres tombes en entraînant les peuples au massacre dans une guerre folle et inutile qui ne profite à personne sinon aux banquiers et aux fabricants de munitions... La classe ouvrière américaine, comme les classes ouvrières des pays du monde entier, profitera de la leçon. Les exploités nous enseignent à manier les armes ; le jour viendra où nous nous en servirons..." "Ça suffit, allons-y les gars !", cria quelqu'un du haut de la galerie. Les soldats et les marins se ruèrent sur les auditeurs et les tirèrent de leurs sièges. Les policiers qui gardaient la porte convergèrent vers les orateurs ; Ben et quelques autres furent arrêtés. Les hommes en âge d'être soldats furent obligés de montrer leur carte de conscription pour pouvoir sortir. Avant même d'avoir eu le temps de parler à Helen, Ben fut poussé dans une limousine aux rideaux baissés. Il s'aperçut alors seulement qu'il avait les menottes aux poignets. »

(Ce passage est un extrait du roman de John Dos Passos, *La Grosse Galette*, de 1919, l'un des trois volumes de la trilogie intitulée « USA », éditions Gallimard, pp. 735-736.)

Qu'est-il arrivé à la société israélienne au cours de ces cinq décennies ? (II^e partie)

Nous publions cette semaine la deuxième partie de l'interview qu'Haim Bresheeth a accordée à la revue *Dialogue*. Rappelons que Haim Bresheeth est professeur d'études cinématographiques, réalisateur et photographe et qu'il enseigne à l'université d'études orientales (SOAS) de Londres. Né après la Seconde Guerre mondiale dans un camp de réfugiés en Italie, il est le fils de deux survivants d'Auschwitz. Sa famille émigre en 1948 en Israël. Il passe sa jeunesse à Jaffa. Il est lieutenant dans l'armée israélienne de 1964 à 1967. Il quitte Israël pour Londres en 1967.

Dialogue : Que peut-on dire aujourd'hui de l'état d'esprit de la « société juive israélienne » ? On nous présente les colons israéliens de Cisjordanie, notamment ceux coupables du lynchage de Mohamed Abu Kdheir comme des extrémistes. Mais ne sont-ils pas l'expression la plus aiguë d'une politique qui présente les Palestiniens comme des parias dont il faudrait se débarrasser ?

H. B. — Il ne fait aucun doute que les assassins de Mohamed Abu Kdheir ne sont pas seulement des extrémistes, ils sont profondément malades et incurables. Si là était le problème, on aurait pu le résoudre. Le problème est le trouble profond qui existe dans le système politique israélien lui-même, sa structure sociale gravement malade, et ne se réduit pas à quelques extrémistes.

Des décennies d'occupation illégale, d'oppression et de refus d'accorder des droits à des millions de gens sans statut légal ou civique, un système de contrôle par une politique et une réglementation racistes d'apartheid, tout cela a créé un nouveau type de société en Israël. Israël aime se vanter d'être « la seule démocratie du Moyen-Orient ».

Comment une démocratie peut-elle être raciste dans sa législation, soutenir le refus des droits de l'homme, soutenir et commettre des crimes de guerre ?

Des sociologues ont utilisé l'expression de « démocratie *Herrenvolk* » pour décrire ce phénomène, d'abord à propos de l'Afrique du Sud, puis à propos d'Israël.

Cela signifie au fond une société où une théorie de la « race de seigneurs » sépare ceux qui jouissent de tous les droits de ceux qui n'ont aucun droit, la séparation étant faite sur une base nationale-ethnique.

Dans ces deux sociétés, une politique d'apartheid a conduit à refuser d'accorder les droits de l'homme les plus élémentaires à des millions d'êtres

«Une politique d'apartheid a conduit à refuser d'accorder les droits de l'homme les plus élémentaires à des millions d'êtres humains, dont la vie de n'avait aucune valeur»

humains, dont la vie n'avait aucune valeur. A ce titre, le droit ne pouvait être utilisé pour les défendre, ne bénéficiant d'aucun des droits accordés à des humains. Plusieurs décennies de cette théorie et cette pratique racistes — Israël a survécu, alors que l'Afrique du Sud a dû se plier au changement ;

ces deux sociétés ont institué leurs structures inégalitaires au cours de la même année, 1948 — ont fait que la plupart des Israéliens ne perçoivent pas les Palestiniens comme des êtres humains. Un grand nombre de dirigeants israéliens ont attribué aux Palestiniens des qualificatifs péjoratifs.

Begin les a appelés des « animaux bipèdes » ; d'autres ont évoqué des « cafards dans une bouteille » ; et ceux qui s'expriment sur les réseaux sociaux sont encore plus extrêmes et plus marqués.

Quiconque ose critiquer les crimes de guerre commis à Gaza est désormais en danger, et des milliers d'appels ont été lancés au cours des vingt derniers jours pour assassiner, éradiquer et détruire tous ceux qui cri-

tiquent l'opération à Gaza. Les universités ont prévenu les personnels et les étudiants qu'elles surveillaient les médias sociaux, à la recherche d'expressions qualifiées de « déclarations extrémistes ». Certains universitaires ont déjà été licenciés (!) ou suspendus, bien que nous n'ayons pas encore de chiffres précis sur ce point.

Cela signifie précisément qu'Israël est en train de se transformer très rapidement, passant d'une société proto-fasciste à une démocratie *Herrenvolk* militarisée, pour refuser à tout jamais d'accorder des droits à l'autre nationalité-ethnie. Que dans ces deux pays (l'Afrique du Sud et Israël), cela soit le fait d'un groupe colonisateur et l'encontre du groupe indigène majoritaire est une autre similitude entre ces deux sociétés racistes. Ainsi, nous ne parlons pas ici de quelques extrémistes, nous discutons d'une couche sociale malade, où des millions de Juifs israéliens se croient supérieurs à des millions de Palestiniens. Dans une telle société, comme on l'a vu au cours de

l'histoire troublée du XX^e siècle, les crimes de masse peuvent être et sont normalement commis contre le groupe qui est dépourvu de droits. On permet que leur sang soit versé et qu'ils peuvent être tués en toute impunité — ils deviennent des *Homo sacer* (1). Telle est la réalité du nouvel Israël.

«La solution à deux Etats, le pilier principal des Nations unies et des puissances occidentales, est morte et enterrée parce qu'Israël l'a tuée. Israël n'a jamais été préparé au moindre Etat palestinien, même miniature, à ses côtés.»

Dialogue : Dans cette situation extrêmement difficile, comment peut-on envisager une solution démocratique qui garantisse les droits égaux pour toutes les populations qui vivent entre la Méditerranée et le Jourdain ? Beaucoup parlent d'une occupation qui dure depuis 1967, mais que dire de la situation depuis 1948 ? Que pensez-vous de l'analyse d'Ilan Pappé qui considère que la Nakba est un processus qui ne s'est jamais arrêté ?

H. B. — Je suis totalement d'accord avec Ilan Pappé sur ce point. Non seulement la Nakba s'est poursuivie, mais elle s'est intensifiée.

Depuis 1947, les Palestiniens ne vivent plus en sécurité dans la totalité de la Palestine, et ils peuvent être assassinés, devenir des réfugiés, perdre leurs biens, leurs moyens d'existence ou le droit de vivre, ou d'être scolarisés à tout moment. Si des gens pouvaient croire à une solution à deux Etats en 1967, il est devenu rapidement clair qu'Israël ferait n'importe quoi, tout ce qui est possible, pour s'assurer qu'une telle situation n'advienne pas.

La solution à deux Etats n'est pas possible, non pas parce que les Palestiniens ne l'ont pas acceptée — ils l'ont toujours acceptée, bien que cela ait signifié ne conserver que 22 % de leur pays.

C'est Israël qui l'a rendue impossible en construisant les colonies, en pratiquant en masse la confiscation des terres, la destruction des maisons, des

villages et des quartiers, l'oppression brutale, et par la construction illégale du mur d'apartheid.

La solution à deux Etats, le pilier principal des Nations unies et des puissances occidentales, est morte et enterrée parce qu'Israël l'a tuée. Israël n'a jamais été préparé au moindre Etat palestinien, même miniature, à ses côtés.

Cela pose la question de ce qui demeure possible. A moins que la communauté internationale n'agisse avec force pour faire qu'Israël accepte une paix juste en Palestine, nos options sont limitées. La situation actuelle en Palestine, où quatre millions de Palestiniens n'ont aucune sorte de droits, et où près d'un million et demi d'entre eux sont des citoyens de seconde zone dans un Etat raciste, est certainement intenable.

En gardant à l'esprit qu'il n'y a qu'un seul Etat entre le Jourdain et la mer, et que cet Etat, c'est l'Etat raciste d'Israël, nous devons agir pour transformer cet Etat en un Etat de tous ses citoyens, un Etat laïque, démocratique, sans droits spécifiques pour aucun groupe ethnique, national ou religieux.

A coup sûr, revendiquer une société démocratique avec tous les droits pour tous les citoyens, c'est la solution qui s'impose partout ailleurs.

Pourquoi cela ne serait-il pas acceptable pour Israël ?

Seuls ceux qui sont contre la démocratie combattront cette solution, seuls ceux qui acceptent de leur plein gré les affirmations racistes d'Israël au sujet du peuple palestinien.

Cet Etat démocratique unique dans toute la Palestine, c'est la seule solution qui reste, parce qu'Israël a fait en sorte que toutes les autres soient obsolètes.

Bien entendu, cet Etat ne peut pas être juif, musulman ou chrétien, ni même bouddhiste. Ce ne peut pas non plus être un Etat sioniste ou un Etat confessionnel. Un seul Etat, laïque et démocratique remplacera la démocratie *Herrenvolk* raciste qui contrôle actuellement la Palestine.

Un groupe important d'intellectuels israéliens et palestiniens collabore pour jeter les fondations d'un tel Etat et de cette société démocratique en Palestine. Leurs efforts sont exposés sur le site One Democratic State : http://www.1not2.org/One_State_in_Palestine/Welcome.html.

Nous espérons simplement que cette solution juste et morale au conflit en Palestine puisse être acceptée par les deux parties en présence, avec l'aide de la communauté internationale.

Si cette solution venait à être rejetée par Israël, alors on tracerait des lignes de front, non seulement en Palestine, mais aussi dans le monde entier.

J'espère que les réalités d'une telle position erronée seront évitées, comme elles l'ont été en Afrique du Sud, et que nous pourrions commencer à construire une société commune, au lieu de poursuivre la destruction de la Palestine.

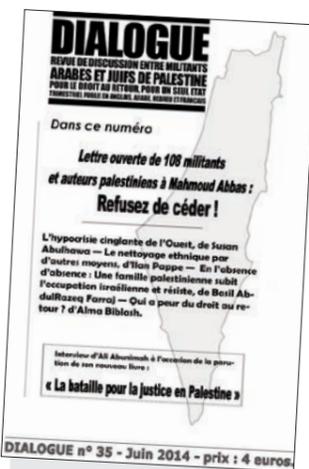
Propos recueillis par François LAZAR ■

(1) *Homo sacer* (expression latine pour « homme sacré ») est un statut issu du droit romain : il s'agit d'une personne qui est exclue, qui peut être tuée par n'importe qui. Elle ne dispose d'aucun droit civique.



Gaza, le 7 août 2014 : sur le champ de ruines qu'est devenue leur ville, les habitants du quartier de Chejaya hissent le drapeau palestinien.

PUBLICATIONS



AU SOMMAIRE DU N° 35 DE DIALOGUE, REVUE DE DISCUSSION ENTRE MILITANTS ARABES ET JUIFS DE PALESTINE POUR LE DROIT AU RETOUR, POUR UN SEUL ETAT

- Présentation
- L'hypocrisie cinglante de l'Ouest, par Susan Abulhawa
- Lettre ouverte à Mahmoud Abbas
- La bataille sur la Palestine fait rage et Israël est en train de la perdre
- En l'absence d'absence : une famille palestinienne subit l'occupation israélienne et résiste, par Basil AbdulRazeq Farraj

- Qui a peur du droit au retour ?, par Alma Biblash
- Le nettoyage ethnique par d'autres moyens, par Ilan Pappé

Prix :
17 euros pour 4 numéros.
Chèque à l'ordre de :
«Les Amis de Dialogue».
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.
www.dialogue-review.com

Ukraine

Donetsk sous les bombes, l'Ukraine dans le chaos



A Torez, dans la région de Donetsk, le 8 août 2014.

Dominique Ferré

quelques milliers de kilomètres de Gaza, une autre prétendue « opération antiterroriste » a lieu, avec plus de mille trois cents morts et trois cent mille réfugiés selon l'ONU : celle du gouvernement ukrainien dans la région industrielle du Donbass. Le 21 juillet, dans le même communiqué où il déclarait à propos de Gaza « qu'Israël a le droit de se défendre », Obama mettait en garde la Russie, accusée d'ingérence dans l'est de l'Ukraine : « Le coût à payer pour son comportement va s'alourdir. »

Quatre jours plus tard, dans une tribune publiée fort opportunément par le *Washington Post* (25 juillet), le président ukrainien, Porochenko, en appelle à Obama : « De concert avec l'Union européenne, Washington peut constituer une vaste coalition internationale de nations soutenant l'Ukraine afin que ces terroristes ne soient plus en mesure de frapper (...), les Etats-Unis doivent étudier la mise en place de sanctions plus sévères et plus étendues contre Moscou. Et l'Europe doit suivre la voie américaine (...). Outre ces sanctions plus larges, mon pays a

besoin de livraisons accélérées d'aide pour sécuriser nos frontières et combattre l'insurrection avec un minimum de violence. »

La réponse à cette demande commanditée ne s'est pas fait attendre (lire encadré). Aux sanctions s'ajoute une aide de dix-neuf millions de dollars pour renforcer l'intervention militaire des troupes de Kiev à l'est de l'Ukraine, annonce le Pentagone, le 2 août. Et encore huit millions de dollars attribués par le vice-président Joe Biden à Porochenko, « comme nouvelle aide au service de sécurité nationale des frontières de l'Ukraine ». Quant au secrétaire général de l'OTAN, il s'est rendu à Kiev pour multiplier les déclarations bellicistes. Ces millions de dollars attribués à l'armée et à la sinistre « garde nationale » servent à une véritable guerre civile contre la population du Donbass, sous prétexte d'écraser les milices rebelles « séparatistes ».

Après les villes de Sloviansk et Kratochiv, c'est au tour de la ville de Donetsk — un million d'habitants, dont des dizaines de milliers ont déjà fui — d'être bombardée. Face aux civils tués et blessés, aux hôpitaux et écoles détruits, les bavardages d'Obama, Hollande, Merkel et compagnie, sur « le droit du peuple ukrainien à décider de son propre sort » relèvent du pur cynisme.

Le peuple ukrainien, d'est en ouest, est la victime de cette politique décidée à Washington et à Bruxelles. Le 24 juillet dernier, le gouvernement Iatseniouk (« très prisé par les Occidentaux », écrit l'AFP, c'est le moins que l'on puisse dire !) annonçait sa démission. Démission résultant d'une manœuvre du président Porochenko lui-même, puisqu'il « s'est félicité de l'initiative du parti nationaliste Svoboda et du parti Oudar (de quitter) la coalition majoritaire au Parlement pour lui permettre d'organiser des élections anticipées » (Reuters, 24 juillet).

Cette crise de la coalition a provoqué, les 6 et 7 août, de violents affrontements sur la célèbre place centrale de Kiev. Mais cette manœuvre, comme la nomination d'un nouveau Premier ministre intérimaire (Volodimir Groïssman, un jeune affairiste de trente-six ans) ne règle rien. Comme le dit le Premier ministre démissionnaire : « Notre gouvernement n'a pas de réponse aux questions : avec quoi payer demain les salaires ? Comment faire le plein des blindés et finan-

cer l'armée ? (...) Qui votera des lois impopulaires en ayant en tête les élections ? »

Du point de vue de ses maîtres américains, il n'a pas tort. Cité par l'agence 112 Ukraina, l'ambassadeur américain, Geoffrey R. Pyatt, déclare : « Les Etats-Unis ont politiquement beaucoup investi en Ukraine. C'est pourquoi je suis très préoccupé de la démission, hier, du gouvernement. Juste au moment où l'on se prépare à accorder de nouveaux paquets d'aide de plusieurs milliards de dollars. » Il est urgent, dit-il, que « le gouvernement mette en œuvre de sérieuses réformes économiques. Il a également rappelé que les exigences du FMI étaient toujours là et qu'il était indispensable de poursuivre dans cette voie » (*Korrespondent.net*, 25 juillet).

Mais les forces sur lesquelles ces gens-là s'appuient sont-elles en mesure d'appliquer cette politique ? A Odessa, trois cents réservistes sont entraînés devant les tribunaux pour avoir refusé l'ordre de mobilisation générale pour aller combattre dans le Donbass.

Le 31 juillet, dans une séance à huis clos, la Rada (Parlement) a voté un « impôt de guerre » d'un montant de 1,5 % du salaire ! Objectif : prendre 241 millions de dollars dans les poches de travailleurs... pour pilonner au canon les habitants de Donetsk. Ces mesures se heurtent au mécontentement populaire. En témoigne ce que vient de déclarer Mikhaïlo Volynets, dirigeant du Syndicat indépendant des mineurs (NPGOU) et de la Confédération des syndicats libres (KSPOU).

Rappelant lui-même qu'il a été un actif partisan de « l'Euromaïdan », il met aujourd'hui en cause « le comportement du FMI », et déclare : « Je suis contraint de constater qu'après cinq mois de nouveau pouvoir, celui-ci n'a rien fait pour améliorer la vie des travailleurs. (...) Les salaires vont être diminués, on va supprimer des emplois, baisser le niveau des prestations dans les trois caisses de sécurité sociale. (...) le pouvoir prévoit un pic de mécontentement social en septembre-octobre. Je le sais de hauts fonctionnaires en place, qui se préparent à y répondre. Et à y répondre uniquement par la force (...). La seule question qu'ils se posent, c'est comment renforcer les forces de l'ordre pour contrer ce mécontentement. C'est une impasse complète. Comme représentant syndical, je ne peux l'accepter. »



Portugal

Nationalisation du système bancaire, sans indemnisation ni rachat

La faillite de la Banque Espirito Santo (BES) — la plus grande banque privée portugaise — démontre à nouveau que la mise sous tutelle du Portugal, en juin 2012, par la troïka, acceptée par le gouvernement de Passos Coelho, a signifié une attaque majeure contre les salaires et l'emploi dans les services publics, et permis une énorme fraude fiscale, ainsi que l'évasion massive de capitaux vers les paradis fiscaux. Rappelons que la BES avait été nationalisée en 1975, lors de la révolution portugaise, et qu'elle a été privatisée avec le concours du Crédit agricole, après l'entrée du Portugal dans le Marché commun (aujourd'hui Union européenne), sur injonction du FMI.

LA MISE SOUS CONTRÔLE DE LA BANQUE DU PORTUGAL PAR LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE)

Cette faillite est l'une des conséquences de la perte du contrôle de sa banque centrale par le gouvernement portugais au profit de la BCE.

Le « sauvetage » actuel repose sur l'Etat portugais, qui doit payer presque cinq milliards d'euros, prêtés par la troïka, donc par une dette publique dont les intérêts annuels s'élèveront à près de 300 millions d'euros, qui seront pris au peuple par de nouvelles mesures d'austérité.

Personne ne pourra appeler utopistes ou irréalistes ceux qui, les pieds sur terre, ont affirmé — et réaffirmeront maintenant — que les travailleurs des banques, avec leurs organisations de classe (syndicats et commission de travailleurs de la banque), doivent absolument avoir accès au processus de contrôle de la comptabilité des entreprises de la BES et de leur banque, tout comme du reste du secteur financier.

Ce qui se passe ne fait-il pas devoir aux partis d'opposition de prendre la tête de ce processus de mise en place de ce contrôle et sauver ainsi le pays de la catastrophe ?

N'ont-ils pas le devoir d'exiger que la Banque du Portugal reste sous le contrôle de l'Etat portugais, avec l'ensemble de ses techniciens, pour les mettre au service de l'économie du pays ?

N'est-ce pas là la seule façon de garantir que le capital bancaire puisse être investi — soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé — pour soutenir le développement économique et social, en créant des emplois et de la richesse pour garantir le fonctionnement et l'amélioration des services publics dont toute la population a besoin ?

Si les partis d'opposition assumaient clairement cette position, qui peut douter qu'ils auraient l'appui des travailleurs des commissions de travailleurs, comme celui des élus de presque toutes les municipalités, qui se battent contre la remise en cause des services publics, et pour la défense de leurs emplois et des droits contractuels ?

Qui peut dire qu'il n'y aurait pas la mobilisation suffisante pour sauver notre pays, pour le mettre sur la voie du développement et de la paix ?

Si les dirigeants des partis d'opposition et ceux des organisations des travailleurs étaient prêts à assumer leurs responsabilités et à répondre positivement aux besoins des travailleurs, de la population et du pays, ils devraient se mettre d'accord sur ces mesures et s'unir pour aider le peuple à organiser et à canaliser l'immense énergie que l'union permettrait de libérer, ce qui permettrait d'imposer ces mesures indispensables pour reconstruire notre pays.

Correspondant ■

ÉCLAIRAGE

Nouvelles sanctions contre la Russie

Les Etats-Unis et, à leur suite, l'Union européenne, ont accentué leurs sanctions commerciales et économiques contre la Russie. En réponse, le gouvernement russe a interdit les importations de produits agroalimentaires européens et américains. Quoi que l'on pense du régime de Poutine, nous dénonçons aux gouvernements des Etats-Unis et à l'Union européenne la prétention de s'ériger en défenseurs de la démocratie et du droit des peuples, de « sanctionner » et de s'ingérer. De quel droit les Obama, Hollande, Merkel, Cameron, qui occupent et bombardent de Kaboul au Mali, qui soutiennent Netanyahu et la monarchie saoudienne, qui mettent en œuvre les plans d'austérité..., de quel droit ces gens-là prétendent-ils décréter ce qui est « démocratique » et ce qui ne l'est pas ? ■

Le mensonge scandaleux, la « capitalisation » de la BES, pour, prétendument, protéger les épargnants

Cette capitalisation a été présentée par les institutions de l'Union européenne comme exemplaire. Ce qu'ils ne disent pas : les principaux actionnaires de la BES, à commencer par la famille Espirito Santo, possèdent une fortune sans limites connues, que ce soit au Portugal ou sur d'autres continents (compagnies d'assurances, hôpitaux privés, entreprises de tourisme, grandes propriétés foncières, etc.). Pas un seul centime de cette fortune n'est utilisé pour combler le déficit de la banque. Loin de là. Le gouvernement a emprunté 3 200 millions d'euros et mis sur pied un organisme public, le Fonds de règlement bancaire, pour financer ce genre de banqueroute. Cet argent est utilisé pour procéder à la restructuration de la nouvelle banque, la Novo BES, et impliquera un plan de licenciements. En dernière instance, le garant de ce sauvetage, c'est la Caisse générale des dépôts, banque publique sous contrôle de l'Etat.

Courant communiste internationaliste (CCI) du POI

1938 : "La libération des chaînes de l'impérialisme ne peut être l'œuvre que des ouvriers arabes et des fellahs, unis aux ouvriers juifs antisionistes de Palestine" (la revue *Quatrième Internationale*)

Samedi 23 août 2014, à l'appel du Courant communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) du POI, nous nous rassemblerons au cimetière de Thiais sur la tombe de Léon Sedov, en hommage à Léon Sedov, Léon Trotsky et à tous les militants ouvriers victimes du stalinisme. Léon Sedov, fils de Léon Trotsky et cheville ouvrière de la préparation du congrès qui, en septembre 1938, allait proclamer la IV^e Internationale, fut assassiné le 16 février 1938, à Paris, par des tueurs au service de Staline. Il fallait, à Paris, Barcelone, Moscou et Mexico, écraser dans le sang tous ceux qui représentaient le lien vivant avec les révolutions russes de 1905 et 1917, avec le bolchevisme et le parti de Lénine, au nom du prétendu « socialisme dans un seul pays », synonyme de trahison de la révolution mondiale et de capitulation devant le système capitaliste en décomposition. Cet hommage que la section française organise depuis plus de vingt ans a un rapport direct avec les éléments les plus actuels de la lutte des classes internationale. Ainsi, le numéro daté de mars-avril 1938 de la revue *Quatrième Internationale* (1), dont la couverture est consacrée à rendre hommage au combattant Léon Sedov, publie divers matériaux préparatoires au congrès de septembre 1938, qui allait proclamer la IV^e Internationale et en adopter le programme. Parmi ces matériaux, un article intitulé « *L'Etat juif* », rédigé en janvier 1938, à Haïfa, par un groupe de militants ouvriers internationalistes (essentiellement juifs), mettant en garde — dix ans avant qu'elle ne se réalise — contre la partition de la Palestine et les conséquences qu'elle pourrait avoir pour les travailleurs et les masses populaires. Dans ce document, une poignée de militants révolutionnaires de Palestine relient étroitement la préparation du congrès de la IV^e Internationale et l'aide pratique à apporter pour répondre à la question : « Que faire ? ». Au lendemain du déclenchement de la « grande révolte » des masses palestiniennes de 1936, en effet, l'Empire britannique, qui contrôle alors la Palestine, a désigné une « commission » royale (la commission Peel) visant à faire des « propositions ». Celles-ci consistent en un partage (partition) de la Palestine en trois entités : un « Etat arabe », un « Etat juif » et un territoire demeurant sous mandat britannique. Cherchant à répondre à la question : « *Quelle doit être la position de l'ouvrier socialiste juif, et*

du travailleur conscient en général, en face de cette situation ? », le document publié par *Quatrième Internationale* condamne d'emblée toutes les variétés de sionisme (du sionisme d'extrême droite au prétendu « sionisme socialiste ») « *et l'attitude de l'impérialisme britannique qui refuse de satisfaire les moindres revendications d'auto-administration des Arabes palestiniens* ». Il affirme que toute création d'un « Etat juif » par la puissance coloniale impérialiste (à l'époque, la Grande-Bretagne) ne pourra aboutir qu'à « *l'évacuation de ce territoire par la majorité des Arabes* ». Mais il indique également en quoi une telle création artificielle serait une impasse pour les travailleurs juifs, dans un « Etat juif » qui « *ne comporte pas un seul élément de progrès ou de libération (mais) ne peut remplir que le rôle de gardien de l'impérialisme britannique contre l'assaut des masses arabes luttant pour leur libération nationale et sociale* ». Du refus de cette impasse, les militants concluent : « *Les ouvriers juifs et de tout autre pays doivent lutter contre le sionisme, l'Etat juif par grâce anglaise, et contre les propositions Peel. La libération des chaînes de l'impérialisme ne peut être l'œuvre que des ouvriers arabes et des fellahs (2) de ces pays, unis aux ouvriers et aux fellahs des autres pays arabes, ainsi qu'aux ouvriers juifs antisionistes et anti-impérialistes de Palestine* ». Dans cette voie, la Palestine, unie à la Syrie, deviendra partie de la Fédération des Etats arabes, avec tous les droits de minorité pour la minorité juive. » Invitant la classe ouvrière à prendre part à ce mouvement, « *sous la direction du mouvement nationaliste arabe* », car « *ses revendications sont actuellement progressives, contre l'impérialisme anglais* », le document met en garde cependant contre les chefs de ce même mouvement — « *qui sont prêts à faire la paix avec les Anglais* » —, incitant les ouvriers à ne pas renoncer « *à leurs propres mots d'ordre indépendants de ces chefs : les Anglais hors du pays ; la terre aux fellahs* ». Et de conclure, en soulignant cette apparente contradiction (concentrant une politique ouvrière et internationaliste indépendante et conséquente) : « *Dans tous les pays impérialistes, les ouvriers sont obligés de lutter avec les Juifs, contre les Cent-Noirs, contre les fascistes, contre la limitation de l'immigration juive (3). Mais, en Palestine, les ouvriers doivent lutter contre les droits spéciaux que le mandat anglais accorde dans son propre intérêt impérialiste.* »

Répetons-le, ces lignes ont été écrites il y a plus de soixante-quinze ans et dix ans avant que l'impérialisme (avec l'accord de Staline et dans le cadre de l'ONU) n'impose la partition de la Palestine en 1948. Elles contiennent déjà les grands axes des positions de la IV^e Internationale de 1946-1947, contre la partition, pour la Constituante palestinienne établissant une république laïque et démocratique sur tous les territoires de la Palestine (4). Elles ont été écrites dans le cadre de la préparation du congrès de fondation de la IV^e Internationale, dont Léon Sedov fut l'un des artisans, ce que la bureaucratie du Kremlin lui fit payer au prix fort. C'est cela l'actualité que nous donnons à l'hommage que nous rendrons, nombreux, le 23 août prochain à Thiais !

(1) *Quatrième Internationale*, n° 6-7 (mars-avril 1938), « revue mensuelle publiée par le comité central du Parti ouvrier internationaliste (bolchevik-léniniste), section française de la IV^e Internationale ». On peut consulter cet article dans sa totalité dans le n° 138 (septembre 2010) des *Cahiers du CERMTRI*.

(2) Fellah : paysan pauvre.

(3) Les grandes puissances « démocratiques », à commencer par la Grande-Bretagne, limitèrent les possibilités d'émigrer aux Juifs persécutés en Allemagne et dans les territoires contrôlés par les nazis, afin de les pousser à s'installer en Palestine.

(4) *La Lettre de La Vérité* publiera cette semaine les positions de la IV^e Internationale contre la partition de la Palestine en 1946-1947.



DOCUMENT

Des Juifs rescapés du génocide nazi condamnent sans équivoque le massacre des Palestiniens à Gaza

Comme Juifs rescapés — et descendants de rescapés — du génocide nazi, nous condamnons sans équivoque le massacre des Palestiniens de Gaza tout comme l'occupation et la colonisation ininterrompues de la Palestine historique. En outre, nous condamnons les Etats-Unis qui fournissent à Israël les moyens de ses attaques, et, plus généralement, les gouvernements occidentaux qui utilisent leur force diplomatique pour protéger Israël de toute condamnation. Les génocides commencent toujours par le silence du monde. Nous sommes alarmés par la déshumanisation raciste extrême infligée aux Palestiniens dans la société israélienne, qui vient d'atteindre son paroxysme. En Israël, des politiciens et des experts, dans *The Times of Israël* et dans *The Jerusalem Post*, ont ouvertement appelé au génocide contre les Palestiniens, tandis que des Israéliens d'extrême droite se réapproprient la symbolique néonazie. De plus, nous sommes dégoûtés et outragés par la façon dont Elie Wiesel utilise notre histoire pour promouvoir, dans ces journaux, des mensonges flagrants pour justifier l'injustifiable : les efforts massifs d'Israël pour détruire Gaza et le meurtre de près de deux mille Palestiniens, dont des centaines d'enfants. Rien ne peut justifier de bombarder des abris de l'ONU, des maisons, des hôpitaux et des universités. Rien ne peut justifier de priver des gens d'eau et d'électricité. Nous devons joindre collectivement nos voix et user collectivement de ce qui est en notre pouvoir pour mettre un terme à toute forme de racisme, dont le génocide ininterrompu du peuple palestinien. Nous en appelons au boycott complet, économique, culturel et universitaire de l'Etat d'Israël. « *Plus jamais ça* » doit signifier **plus jamais ça pour qui que ce soit !**

Cet appel est signé par 250 rescapés et leurs descendants, parmi lesquels : **Hajo Meyer**, rescapé du camp d'Auschwitz ; **Henri Wajnblum**, rescapé et fils d'une victime du génocide nazi ; **Renate Bridenthal**, réfugiée fuyant Hitler, alors qu'elle était enfant, petite-fille de victime du camp d'Auschwitz ; **Marianka Ehrlich Ross**, rescapée du nettoyage ethnique nazi à Vienne, Autriche ; **Annette Herskovits** a survécu cachée en France, fille de parents assassinés à Auschwitz ; **Irena Klepfisz**, enfant rescapé du ghetto de Varsovie ; **Karen Pomer**, petite-fille d'un membre de la résistance danoise, rescapée de Bergen Belsen ; **Hedy Epstein**, rescapée transférée en Angleterre, toute sa famille a disparue à Auschwitz ; **Lillian Rosengarten**, rescapé de l'holocauste nazi, etc.

SAMEDI 23 AOÛT, À 10H30
AU CIMETIÈRE PARISIEN DE THIAIS,
 nous rendrons hommage
 à Léon Sedov, Léon Trotsky
 et à tous les militants ouvriers
 victimes du stalinisme

Rendez-vous au cimetière parisien de Thiais,
 N 7, carrefour Belle-Epine, bus 185 à la porte d'Italie, arrêt Cimetière-de-Thiais.

Le livre

Western public au Bookexpo America entre géants du secteur

Les acteurs de la chaîne du livre se dressent contre Amazon

Il y avait eu, il y a deux ans, l'excellent film *Cleveland contre Wall Street*. Aujourd'hui, il y a Hachette contre Amazon ! Ça se joue également aux Etats-Unis, mais ce n'est pas au cinéma. L'affaire a explosé au salon du livre américain Bookexpo America, qui s'est tenu à la fin mai, et fait grand bruit depuis, avec gros titres dans la presse internationale, y compris en France. Et Wall Street y est bien aussi pour quelque chose, car l'énorme pression qu'il exerce sur le leader mondial de la distribution de livres amène celui-ci à vouloir démembrer toute la chaîne du livre et à en faire disparaître les principaux acteurs.

Par Maurice Gozlan

Q u'est-ce qui a bien pu amener le numéro un français de l'édition, le groupe Hachette, à se heurter frontalement au leader mondial de la vente des livres numériques ?

D'abord, une histoire de gros sous, évidemment — de « marges », comme disent ces gens-là —, mais avec, en même temps, la question de l'existence et de la survie d'une entreprise comme Hachette, et donc de l'avenir du livre lui-même, point de vue duquel nous partons, car celui-ci constitue à nos yeux un instrument indispensable de culture, de connaissance, de divertissement.

Avec des retombées mondiales, une intense agitation règne aux Etats-Unis depuis un mois autour du sort que voudrait réserver Amazon au groupe français. Le feuilleton-western qui oppose le tenant outre-Atlantique de la liberté de vente sans entrave à un éditeur protégé par la loi du prix unique en vigueur en France est évidemment suivi par tous les « stratèges intéressés » du marché du livre.

Le différend entre Amazon et Hachette est simple. Amazon s'est fait une spécialité : assurer dans un délai de vingt-quatre à quarante-huit heures maximum la livraison d'un livre au client. Il s'était chargé de la distribution-livraison des livres édités par Hachette.

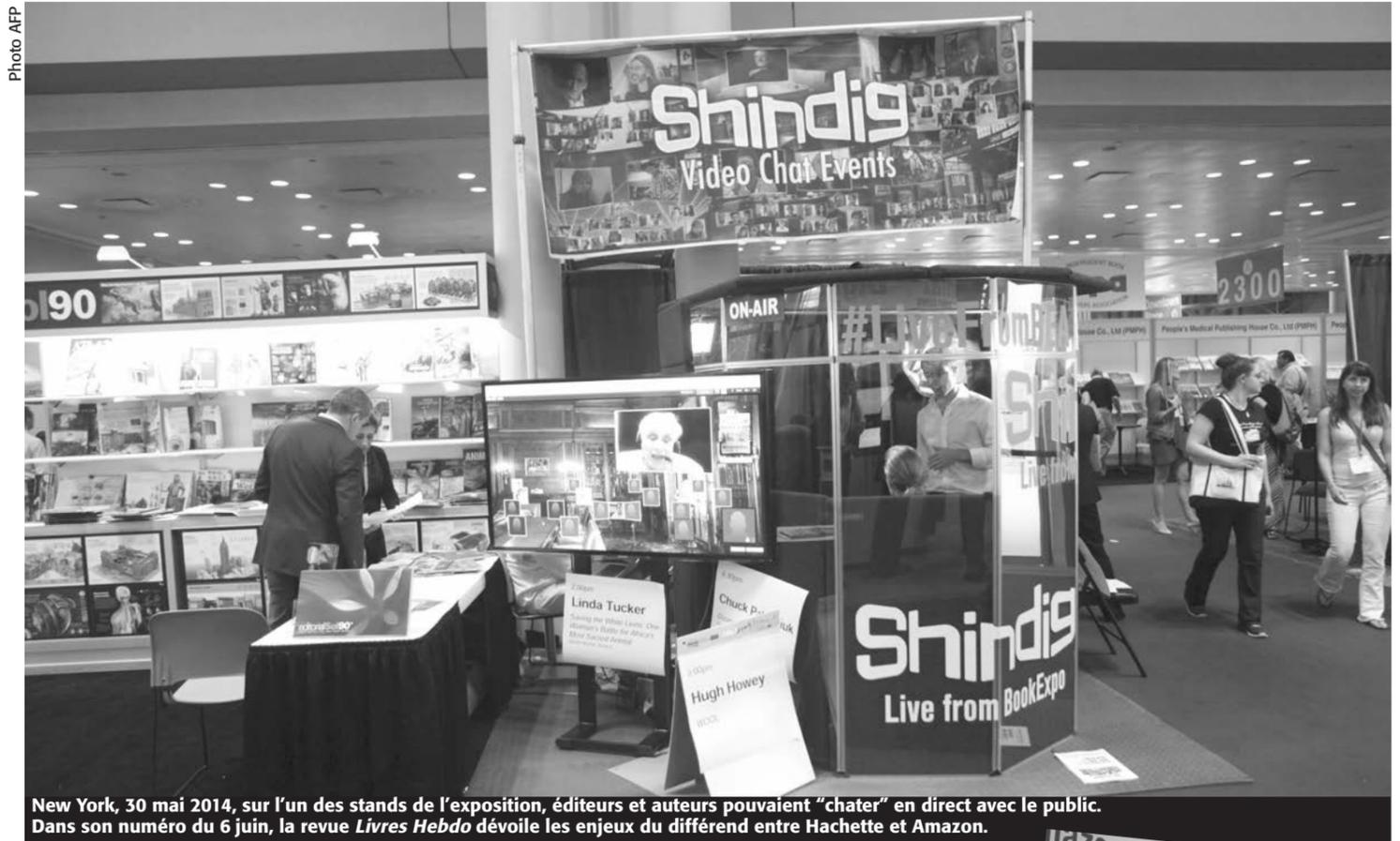
Celui-ci prétendait appliquer comme en France une remise de 30 % au distributeur et refusait de renégocier une valorisation de la marge cédée à Amazon. Depuis plusieurs mois, celui-ci fait donc traîner les délais de livraison des ouvrages d'Hachette entre deux et quatre semaines, incite ses clients à acheter chez d'autres éditeurs, avant de bloquer toute possibilité de précommande des titres à paraître du groupe. Dans son numéro du 6 juin, le magazine spécialisé *Livres Hebdo* fournit les détails du développement du conflit :

« Pourquoi l'affaire a pris de l'ampleur ? Elle a quitté la sphère habituelle des négociations pour être portée sur la place publique en raison de l'ampleur des mesures de rétorsion prises par Amazon contre Hachette (...). Cette stratégie maladroite d'Amazon réveille non seulement les rancœurs de tous les éditeurs qui ont dû à un moment ou un autre passer sous ses fourches caudines, mais aussi tous ceux qui s'inquiètent de la tendance monopolistique d'Amazon.

La controverse envahit la presse, du *Wall Street Journal* à *USA Today* et à plusieurs journaux locaux. Le *New York Times* est carrément entré en campagne, enchaînant plusieurs fois par semaine articles et prises de position : « Amazon intensifie sa bataille contre Hachette » (23 mai), « Les stratégies d'intimidation d'Amazon » (30 mai), ou encore « Comment les éditeurs peuvent battre Amazon » (30 mai) (...). L'Association des auteurs (*Authors Guild*), celle des agents (*AAR*) et celle des libraires indépendants (*ABA*) ont fermement pris position contre les pressions d'Amazon (...). Beaucoup d'éditeurs observent ce qui se passe pour Hachette, car cela va être un test pour les relations de tous les fournisseurs avec Amazon. »

« Amazon, qui subit une énorme pression de Wall Street pour améliorer ses marges, essaie d'obtenir d'Hachette des meilleures conditions sur les livres numériques d'Hachette »

Le *New York Times*



New York, 30 mai 2014, sur l'un des stands de l'exposition, éditeurs et auteurs pouvaient "chater" en direct avec le public. Dans son numéro du 6 juin, la revue *Livres Hebdo* dévoile les enjeux du différend entre Hachette et Amazon.

Selon un représentant de l'American Booksellers Association : « L'industrie du livre est prise en otage par une entreprise plus intéressée par la vente d'écrans plats, de couches pour bébés et de produits d'épicerie. »

Au terme de quatre jours de vive tension pendant la grande manifestation annuelle de BookExpo America, les vingt mille professionnels et dix mille non-professionnels présents se sont concentrés sur le conflit entre le géant de la vente en ligne et la branche américaine d'Hachette, ce qui a abouti au constat évident, relevé par *Livres Hebdo* : « Le timing ne pouvait pas être pire pour Amazon. BookExpo America a fait basculer tout le secteur et les librairies du côté d'Hachette. »

A la question « Pourquoi le monde entier est-il concerné ? », le rédacteur de *Livres Hebdo* donne sa réponse : « Portée par des articles dans toute la presse européenne et mondiale, l'internationalisation du conflit s'explique autant par l'impact qu'auraient, sur toute la chaîne du livre, une fragilisation des grands groupes mondiaux du cybermarchand et une nouvelle pression sur les prix dans de nombreux pays. Elle est aussi facilitée par le fait qu'Amazon poursuit la même stratégie partout au plan fiscal comme au plan commercial. »

Affaire de « gros sous », disions-nous. Quelles en seraient les conséquences en France, au moment même où la loi sur le prix unique du livre numérique vient d'être adoptée définitivement le 25 juin ?

La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, avec les roulements de tambour qui s'imposent, a réaffirmé à cette occasion « sa volonté de préserver

la richesse éditoriale et la diversité des canaux de vente de livres en France ».

Mais derrière ce charabia pompeux, elle annonce l'essentiel et se retourne vers la Commission européenne, lui demandant « d'exercer toute sa vigilance pour prévenir des situations d'abus de position dominante ». Tu parles ! Aurélie Filippetti exécute sa mission de gardienne des intérêts communs « de la richesse », « de la diversité » et « des missions dévolues à la Commission européenne », autant de conditions pour perpétuer le droit de la « libre concurrence » et la transformation des dizaines de milliers d'emplois de la chaîne du livre en intermittents du livre numérique et physique !

Logique, puisque, depuis six mois, avant, pendant et après le Salon du livre, qui s'est tenu en France en mars 2014, les enjeux sont clairs : pas d'avenir sans implosion de la chaîne du livre dans notre pays !

Dans une note de mars 2012, le Centre d'analyse stratégique — organisme officiel dépendant du cabinet du Premier ministre — dit les choses, lui, beaucoup plus clairement : « L'essor attendu du livre numérique est amené à bouleverser l'organisation de la chaîne éditoriale du livre. Avec la transmission directe d'un texte depuis une plateforme de téléchargement vers une tablette ou une liseuse, l'impression et la distribution du livre ne sont plus nécessaires. Or c'est cette dernière étape de la chaîne du livre qui est aujourd'hui la source majeure de la rémunération de l'éditeur. »

Le résultat provisoire de cette stratégie est précis : en 2013, le chiffre d'affaires de vente du livre numérique plafonne et le nombre de livres vendus en France a chuté de 5 %. Nous pensons que le livre numérique n'est pas plus en cause que le livre papier n'est en question.

Tous ceux qui invoquent ces arguments ont pour fonction d'obscurcir les enjeux et le sort des dizaines de milliers d'acteurs des métiers du livre qui sont directement concernés.



Laissons à cette occasion la conclusion de notre article au *New York Times*, qui écrit le 23 mai : « Amazon, qui subit une énorme pression de Wall Street pour améliorer ses marges, essaie d'obtenir d'Hachette des meilleures conditions sur les livres numériques d'Hachette. »

Ajoutons que cette règle n'a rien de spécifiquement liée au livre. C'est celle du monde des affaires actuel dans toute tractation pouvant se faire dans le temps le plus court, avec une concentration la plus poussée possible de moyens : utiliser la force de travail de l'auteur, du fabricant de la tablette, de quelques salariés intermittents pour l'exécution de la frappe, de l'envoi de l'ouvrage, de l'administration et de l'entretien du local, pour assurer dans ce même temps au plus grand nombre la vente la plus importante et la plus forte plus-value.

Et ajoutons encore que, dès aujourd'hui, tirant les leçons du mouvement né le 31 mai dernier au Etats-Unis, il convient de s'organiser pour le faire connaître et l'amplifier en France dans tous les secteurs d'activité de l'industrie du livre.

INFORMATIONS OUVRIÈRES
Tribune libre de la lutte des classes,
hebdomadaire du POI. Dans le cadre
de sa tribune libre, *Informations ouvrières*,
fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité
de s'exprimer librement à tout groupement

ou formation politique qui entend sincèrement
combattre pour l'émancipation des travailleurs.
Cela sous leur propre responsabilité.
L'hebdomadaire est édité par l'association
(loi 1901) Informations ouvrières.
Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

• Rédacteur en chef : Lucien Gauthier.
• Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.
• Imprimerie : Rotinfed 2000, Paris.
• Tirage : 20 000 exemplaires.
• Commission paritaire : 0909 C85 410.
• ISSN : 0813 9500.

• Rédaction : *Informations ouvrières*,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
CS 30016 - 75479, Paris CEDEX 10.
Tél. : 01 48 01 89 23.
Fax : 01 48 01 89 29.
E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration-abonnements :
Maïté Dayan.
Tél. : 01 48 01 88 22 ;
01 48 01 88 41.
E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com
• Dépôt légal : à publication.

L'HUMEUR

de Michel Sérac

**Mensonges
centenaires (1)**

A défaut d'électeurs vivants, les préposés aux discours présidentiels ont invoqué les morts de 1914-1918, pour tenter de redonner à leur chef déconfit un semblant de légitimité. Lançant la commémoration, le président minoritaire a donc appelé à « *renouveler le patriotisme, qui unit, qui rassemble* ». Parmi les mensonges piochés hardiment dans un bourrage de crâne centenaire, Hollande a « *célébré la victoire de la République plus forte que les empires centraux* », et « *Clemenceau, un républicain intransigent* ». Une guerre pour la démocratie, contre les monarchies ? Vieilles fadaïses moisies !

La République bourgeoise française s'allia dans cette guerre avec un régime bien plus féroce contre la démocratie que les empires centraux : le tsar, sa cour, sa noblesse. Joug féodal, massacres de grévistes, pendaisons, baigne pour les députés socialistes...

Point de quoi gêner, il est vrai, Clemenceau, « *le premier des flics* », selon ses termes. Fusilleur d'ouvriers en grève, de viticulteurs, le héros de Hollande et Valls révoqua à tour de bras les fonctionnaires syndicalistes, notamment instituteurs, et persécuta la CGT. Hollande a encore salué « *les 430 000 soldats venant de toutes les colonies, de l'Afrique à l'Asie* ». Ils furent précieusement sacrifiés... à la lutte entre impérialistes pour les possessions coloniales. S'il n'a pas entonné le chant de marche assigné au 1^{er} régiment des zouaves algériens — « *Toi li Français, c'est kif-kif bon Dieu* » —, il a péroré sur la « *dette d'honneur* » de la France envers ses colonies. Nous en reparlerons.

Emploi

“Mise en situation en milieu professionnel” des chômeurs : vers le travail gratuit !

Selon un décret dont la publication est imminente, des chômeurs pourront être employés jusqu'à deux mois dans une entreprise sans que cela ne coûte un centime aux patrons !

Le décret sur la mise en situation en milieu professionnel a été examiné par le Conseil national de l'emploi à la mi-juillet et va être publié dans les prochains jours. Ce nouveau dispositif est issu de la loi sur la formation professionnelle de mars dernier. Le 10 juillet, Pôle emploi a signé un protocole d'accord national avec la fondation Face.

UNE IDÉE DIRECTEMENT INSPIRÉE PAR LE GRAND PATRONAT

Ce protocole est issu des « *cinq priorités et cent cinquante propositions en faveur de l'emploi* », propositions remises à François Hollande par Gérard Mestrallet, président de la fondation Face et P-DG de GDF-Suez, le 25 avril 2014. Cette fondation a été créée en octobre 1993 à l'initiative de quinze chefs d'entreprises (publiques et privées), dont AG2R La Mondiale, Groupe Casino, Club Méditerranée, AXA, LCL, Darty, Danone, GDF-Suez, Manpower, Pechiney, RATP, Renault, Sodexo. Elle est constituée aujourd'hui de quatre mille entreprises.

L'accord prévoit ainsi la mobilisation de mille cinq cents entreprises du réseau Face, pour assurer cinq mille « *périodes d'immersion professionnelle* » pour les demandeurs d'emploi.

C'est un article des *Echos*, daté du 3 août 2014, qui révèle l'existence de ce décret.

Ce nouveau dispositif, c'est Pôle emploi qui sera chargé de le mettre en œuvre et de le proposer aux demandeurs d'emploi et il est censé apparaître comme un nouvel outil d'insertion professionnelle.

Ces périodes d'immersion en milieu professionnel ont pour but soit « *de découvrir un métier ou un secteur d'activité, soit de confirmer un projet professionnel, soit d'initier ou renforcer une démarche de recrutement* », lit-on dans l'article 20 de la loi relative à la formation professionnelle.

Des prestations de ce type existent déjà à Pôle emploi : « *Evaluation en milieu de travail* » (EMT), d'une durée de deux semaines maximum, pour une découverte des métiers ou d'un secteur, et « *Evaluation en milieu de travail préalable au recrutement* » (EMTPR) d'une durée d'une semaine maximum, pour confirmer son projet professionnel ou initier ou appuyer une démarche de recrutement. Il s'agit d'une convention signée entre Pôle emploi, le demandeur d'emploi et l'entreprise.

UNE DURÉE DE DEUX MOIS

Ce nouveau décret sur la mise en situation en milieu professionnel de 2014 va renforcer et étendre considérablement ces dispositifs, car leur durée va être prolongée à deux mois (un mois renouvelable une fois) et s'inscrivent, comme nous l'avons expliqué plus haut, dans le cadre d'un accord avec un réseau de grandes entreprises publiques ou privées et des PME.

Le demandeur d'emploi-allocaire n'est pas payé, n'est pas en contrat de travail et continue de toucher son salaire de remplacement de l'assurance chômage (l'allocation de retour à l'emploi, ARE), le RSA ou l'ASS (minima sociaux versés) ou aucune allocation, selon sa situation.

Il est pourtant soumis aux conditions de travail de l'entreprise (y compris le travail de nuit) sans en être salarié et sans bénéficier des droits des salariés de l'entreprise, droits négociés dans le cadre des conventions collectives, notamment. Il va sans dire que, dans le cadre des « *droits et devoirs des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi* », ces prestations proposées ne pourront pas être refusées par eux, sous peine de radiation dans le cadre de la gestion de la liste des demandeurs d'emploi (refus de prestation).

SANS CONTRAT DE TRAVAIL ET SANS SALAIRE !

De fait, ces prestations ne débouchent pas sur un recrutement et n'aident en rien à l'insertion professionnelle des salariés privés d'emploi.

Il ne s'agit, en fait, que d'une main-d'œuvre gratuite pour les patrons,

financée par l'assurance chômage. On voit bien que c'est l'application directe du pacte de responsabilité, qui organise la baisse du coût du travail et la suppression des cotisations patronales : l'application directe de la baisse du coût du travail exigée par les patrons et mise en place par le gouvernement Hollande-Valls : un emploi sans contrat de travail et sans salaire versé !

Correspondant ■



Photo AFP

La durée est-elle le seul problème ?

Le rapporteur de la loi sur la formation du 5 mars 2014, le député socialiste Jean-Patrick Gilles, affirme qu'il aurait fallu, pour ces « *mises en situation* », s'en tenir à quinze jours renouvelables une fois.

Le ministre du Travail, François Rebsamen, souligne, lui, qu'il existe des garde-fous et qu'une entreprise ne pourra embaucher un salarié qu'elle a accueilli pour une mise en situation.

C'est bien l'aveu, par le ministre du Travail lui-même, que cela ne créera pas d'emploi !

La CGT critique le fait que « *certaines entreprises vont user ou abuser de main-d'œuvre gratuite et d'autres vont utiliser l'immersion pour accroître à bon marché la période d'essai* ».

Le problème est bien là ! ■

Les médias et nous

Blanche Maupas

Un film de Patrick Jamain, FRANCE 3, 2 août 2014

« *Le vice fomenta la guerre et la vertu combat* »
Vauvenargues

Le 10 mars 1915, lors du combat de Souain (Champagne), le caporal Théophile Maupas (Thierry Frémont) refuse de sortir de sa tranchée, prise sous un feu roulant. Tous ses camarades du 336^e font de même, sur 10 km.

Le général Réveilhac fait tirer au sort quatre caporaux, qui sont fusillés sur le front des troupes, pour l'exemple, pour rien...

Le 2 août 1914, Maupas, instituteur de village, est en vacances avec sa femme Blanche (Romane Bohringer) et ses deux petites filles : joie de vivre, rires, jeux... Mais, ce jour-là, il reçoit son ordre de mobilisation, son « *faire-part de décès* » (Roland Dorgelès). Il part : il est patriote, il trouve que « *c'est beau, l'armée* » et il vénère les généraux...

On le retrouve un peu plus tard, dans son beau pantalon rouge, « *cible non seulement facile, mais agréable* » (Jean Paulhan) pour les tireurs ennemis, et source de profits juteux pour les garçonniers de Provence... Puis tout bascule : arrivé au front, il rampe dans la boue, ravalé au rang d'animal, soumis aux ordres insensés et au mépris de la vie de la part des officiers.

Au village, tout va bien : on lit aux écoliers la proclamation de Joffre : « *se faire tuer plutôt que de reculer* ». Blanche, leur institutrice, applaudit... Quand le cadavre de son mari arrive, elle se bat, elle soulève des montagnes pour la réhabilitation de Théo, elle contacte tous les témoins, elle monte jusqu'au ministre, elle crée des comités Maupas.

2 mars 1934 : Maupas est réhabilité.

2 août 2014 : « *l'offensive israélienne continue à Gaza* » : combien d'enfants assassinés pour l'exemple ?

Daniel HUET ■

INFORMATIONS OUVRIÈRES

CHOISISSEZ VOTRE FORMULE

Dans tous les cas, remplir lisiblement et en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros (9,50 euros pour les plis clos)
(datez et signez l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postal)

OU :

5 numéros "découverte" : 7 euros • 12 numéros : 17 euros • 4 mois (17 numéros) : 24 euros
 6 mois (25 numéros) : 33 euros • 1 an (51 numéros) : 65 euros • 1 an, pli clos : 110 euros

Comité : Département :

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

ET TOUJOURS...

12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*

Autorisation de prélèvement

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer les prélèvements chaque fin de mois de 5,80 euros présentés par *Informations ouvrières*. Je pourrai suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.

Date :

Signature (obligatoire) :



IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

Numéro national émetteur : 442543